

**Le président Diouf
a profondément
remanié
le gouvernement
sénégalais**

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suisse, 1,75 fr. ; Thaïlande, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 65072 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'offensive vietnamienne au Cambodge

Les combats près de la frontière thaïlandaise

auraient déjà fait
une centaine de morts

Paris, Pékin
et l'Indochine

La guerre a repris une fois de plus le long de la frontière khmère-thaïlandaise. Comme toujours, ce sont avant tout les civils qui en sont les victimes : les réfugiés partant de leurs camps avec des maquisards, qu'ils protègent par leur présence et auxquels ils servent de vivier plus ou moins consentant ; ils sont aussi les premiers à subir la canonnade vietnamienne.

La dernière offensive vietnamienne montre que Hanoi n'a pas renoncé à imposer sa solution au Cambodge par les armes. Les stratégies de Hanoi semblent vouloir s'attaquer aux quartiers généraux des trois mouvements de résistance regroupés dans un « gouvernement de coalition » présidé par le prince Sihanouk. Celui-ci comporte les Khmers rouges, les sihanoukistes et le Front national de libération du peuple khmer de M. Son Samn, soutenus par l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique).

Pourquoi Hanoi a-t-il décidé de lancer une nouvelle fois ses soldats à l'assaut, en pénétrant en territoire thaïlandais au risque d'affronter l'armée de Bangkok ? Le Vietnam s'estime sans doute conforté par l'échec, au sein des pays non alignés de New-Delhi, de l'ASEAN, qui n'a pas réussi à restituer à la coalition le siège du Cambodge. Il comprend aussi que l'ASEAN n'est pas encore prêt à accepter de négocier selon ses vues une solution au conflit cambodgien. Enfin, les propos que vient de tenir à Bangkok et à Hanoi M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures, ont pu encourager Hanoi en confortant la division du camp occidental.

Il faut dire que M. Cheysson avait modifié dans la forme si souvent dans la position française en déclarant, après avoir réaffirmé son soutien aux résolutions des Nations unies demandant le retrait des troupes étrangères du Cambodge : « Nous ne souhaitons pas que les troupes vietnamiennes partent [du Cambodge] pour que les horreurs sans précédent commises par les Khmers rouges puissent se répéter ». Position apparemment contradictoire puisqu'elle semblait justifier implicitement l'occupation vietnamienne. D'autres déclarations, mettant en cause la Chine, et que rapporte notre correspondant à Bangkok, ont été démenties samedi par le Quai d'Orsay après que M. Cheysson ait reçu l'ambassadeur de Pékin.

De telles déclarations - à quelques semaines de la visite en Chine de M. Mitterrand - sur un sujet aussi crucial pour Pékin que l'Indochine, et alors que les relations franco-chinoises semblaient se détendre, n'étaient pas, pour le moins, diplomatiques. C'est une véritable volée de bois vert que le « Quotidien du peuple » a administrée, samedi, à M. Cheysson, accusé de « manquer du sens des responsabilités », de lancer « attaques et calomnies » contre la Chine. « Ce qui nous préoccupe, c'est la direction dans laquelle M. Cheysson veut orienter les rapports franco-chinois », ajoutait le journal. En publiant le démenti du Quai d'Orsay, Pékin a sans doute voulu montrer son intention de ne pas trop envenimer la controverse.

La France a-t-elle les moyens de mener une grande politique à plusieurs niveaux en Asie ? A vouloir jouer à la fois trop ouvertement et solitairement la carte vietnamienne, elle risque de s'aliéner la Chine et l'ASEAN.

Au sixième jour de l'offensive vietnamienne contre la résistance cambodgienne le long de la frontière khmère-thaïlandaise, l'artillerie de Hanoi a pilonné, le lundi 4 avril, des cibles à l'intérieur du territoire thaïlandais. Plusieurs incursions vietnamiennes ont eu lieu en Thaïlande, dont celle de samedi, qui avait fait cinq morts parmi les soldats de Bangkok. Les cinq pays membres de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) ont demandé samedi au Vietnam de mettre fin à ses « attaques indiscriminées » contre les civils cambodgiens.

D'autre part, la polémique qui s'est ouverte à la suite de la visite à Hanoi du ministre français des relations extérieures, dont la Malaisie avait trouvé les propos « regrettables », s'est poursuivie à Pékin, où, nous câble notre correspondant, le Quotidien du peuple a vivement critiqué M. Cheysson. Pékin a toutefois publié le démenti du Quai d'Orsay.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. - L'artillerie vietnamienne a pilonné pendant plusieurs heures, dimanche 3 avril, le camp de O'Satich, alias Sihanoukville, situé à environ 7 kilomètres à l'intérieur du Cambodge, près de Srae, au nord-est de la Thaïlande, dans lequel vivent trente mille partisans du prince Sihanouk. De leur côté, les Khmers rouges, délogés le 31 mars de leur base de Phnom-Chat par les troupes de Hanoi, assistées d'éléments de la jeune armée de Phnom-Penh, ont lancé une contre-offensive dans la zone frontalière de Phnom-Malai, qui fait face à la ville thaïlandaise d'Arany-Prathet.

La situation militaire demeure néanmoins confuse sur les différents théâtres d'opérations, tous interdits d'accès. A plusieurs reprises, les troupes vietnamiennes ont, semble-t-il, franchi la frontière à la poursuite de combattants khmers rouges. Ces incursions ont provoqué des ripostes de l'armée thaïlandaise, qui, samedi 2 avril, a perdu cinq hommes au cours d'un de ces engagements. Beaucoup d'observateurs continuent de craindre qu'après la destruction du camp de Nong-Chan, le 31 janvier, les stratégies de Hanoi n'aient, aujourd'hui, entre autres objectifs, l'attaque du camp de Nong-Samet, quartier général du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) de M. Son Samn, qui abrite près de quatre-vingt mille réfugiés.

Plus de trente mille Cambodgiens - surtout des femmes et des enfants - qui vivaient dans les zones des combats ont déjà fui vers la Thaïlande, qui leur a offert un asile provisoire. De graves incidents ont marqué cette retraite précipitée : ainsi, l'explosion d'une mine antichar a causé la mort de quatorze civils qui fuyaient la région de Phnom-Chat. Selon les représentants locaux des organismes humanitaires, le bilan des récents affrontements serait d'une centaine de morts et de plusieurs centaines de blessés.

Fait remarquable : grâce à une patiente campagne d'explications, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et l'ordre de Malte ont réussi une première, le 31 mars, au camp de Khao-I-Dang.

JACQUES DE BARRIN.
(Lire la suite page 2.)

DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

« Ne plus pénaliser les entreprises »

par EDGAR FAURE

« Pour un rééquilibrage sans récession »

par PIERRE URI

LIRE PAGE 7

La gauche à l'épreuve

Le premier ministre reçoit lundi 4 avril M. René Borneo, président de la C.G.P.M.E. Il achève ainsi les consultations entreprises par le gouvernement au lendemain de l'annonce des mesures destinées à restaurer l'équilibre extérieur du pays. M. Pierre Mauroy fera, mercredi 6 avril à l'Assemblée nationale, une déclaration de politique générale à laquelle il engagera la responsabilité de son gouvernement. Cela lui permettra de répondre aux inquiétudes suscitées, jusque dans les rangs de la

majorité, par un dispositif qui certains qualifient de défaitiste.

Le premier ministre doit notamment mettre l'accent sur les priorités industrielles du gouvernement, au moment où celui-ci se voit reprocher l'absence d'une politique industrielle.

Après bientôt deux ans de pouvoir, engagée dans une phase d'austérité qu'elle n'avait pas prévue, la gauche est, à bien des égards, à l'épreuve.

1. - Le mur des esprits

par JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Mitterrand lui a donné raison au mois de mai 1981.

Il y a une autre fatalité, historique celle-ci, qu'il s'agit de conjurer. Comme en 1924 (le cartel des gauches), comme en 1936 (le Front populaire), comme en 1945 (le tripartisme), comme en 1956 (le Front républicain), la gauche flambe ; et la flambe ne dure guère plus de deux ans, quand ce ne fut pas sept mois, avec Pierre Mendès France en 1954. A chaque fois, une seule et même explication : la gauche française serait incapable de maîtriser les difficultés économiques de son temps. Vaincue, ou réputée vaincue dans l'entre-deux-guerres par le « mur de l'argent », elle doit aujourd'hui abattre le mur des esprits.

Dans l'esprit de nombreux Français, la gauche ne sera jamais com-

pétente, parce qu'elle est la gauche. Le « pouvoir légal » et le « pouvoir légitime », selon les termes utilisés par M. Michel Debret, sont désormais distincts. Car, la gauche, aux yeux de l'ancien premier ministre, est devenue « illégitime ». Ne le serait-elle pas par nature, dès lors que le contenu de sa politique incarne la domination politique des couches sociales qu'elle représente ? (Lire la suite page 4.)

EN ATTENDANT L'EXPO

Misère au Muséum

Les lignes budgétaires spéciales qui seront ouvertes, un jour ou l'autre, pour les projets liés à l'Exposition universelle de 1989 à Paris attirent, à juste titre, bien des convoitises. On ne laisse pas passer une telle locomotive... Chacun espère faire avancer plus vite son projet, accélérer la fin d'un quartier, assurer une rénovation attendue de longue date.

Le souci d'éviter les gaspillages et de privilégier des aménagements durables et utiles commande aussi à préoccuper les responsables au plus haut niveau. L'accueil assez frais réservé aux premières études menées par la mission Bordas (Le Monde du 4 janvier et du 2 mars) est sans doute largement dû au caractère dispendieux et irréaliste de certaines propositions : couverture de voies S.N.C.F. à Tolbiac, franchissement du boulevard périphérique dans le 15^e. C'est pourquoi la mission de réflexion confiée à M. Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée, est largement ouverte et comprend notamment la redéfinition des sites eux-mêmes (qu'il restera ensuite à négocier avec le Bureau international des expositions).

Des questions restées en l'air il y a quelques mois sont de nouveau posées avec insistance : peut-on laisser le quartier de la Défense et sa nouvelle « tête » en forme de centre de la communication à l'écart des

manifestations ? N'est-il pas absurde de construire à Tolbiac des lieux consacrés à la « biologie » ou à l'« écosphère », tandis que ces thèmes seront précisément traités dans le musée de La Villette, en cours de définition ?

Peut-on enfin dépenser sans compter pour des projets nouveaux quand des équipements anciens, parfaitement modernisables, manquent de crédits d'entretien et de rénovation, à proximité immédiate des sites envisagés pour l'Expo ?

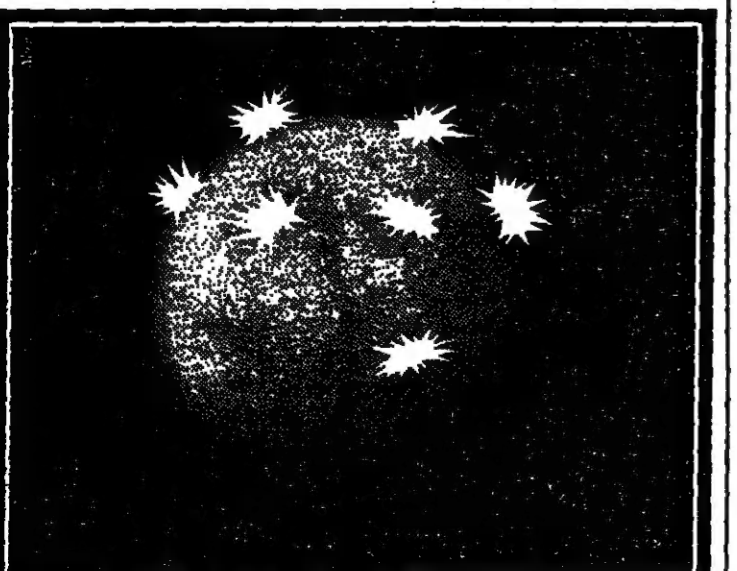
C'est le cas par exemple du Jardin des Plantes et du Muséum d'histoire naturelle. Le pavillon de dessin, incendié, à demi ruiné, à l'entrée du jardin, place Vauquelin, est comme un symbole de l'état déplorable dans lequel se trouvent l'ensemble des installations.

(Lire page 14 l'article d'YVONNE REBEYROL.)

LIRE PAGE 10

A LYON

Une exposition
consacrée
au cinéaste
Claude Autant-Lara



L'exterminisme

Armement nucléaire et pacifisme

Par Edward Thompson et divers auteurs.

Un débat entre Edward Thompson et divers auteurs : Raymond Williams, Mike Davis, Rudolf Bahro, Roy et Jaurès Médvedev, Lucio Magri, Etienne Balibar, Noam Chomsky, Fred Halliday.

Collection «Pratiques théoriques» 320 pages - 145 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

DIPLOMATIE

APRÈS LE REFUS SOVIÉTIQUE DES PROPOSITIONS AMÉRICAINES

Washington estime que Moscou « doit au monde une réponse plus positive »

Les États-Unis ont enregistré samedi 2 avril « avec déception la réponse peu constructive des Soviétiques » aux propositions de M. Reagan sur les euro-missiles. Ils estiment, selon un communiqué du département d'État, que « l'Union soviétique doit au monde une réponse plus positive ». Jugant toutefois que, « par rapport aux habitudes soviétiques, le ton de M. Gromyko était relativement réservé », ce communiqué exprime « l'espoir que d'ici à la reprise des négociations de Genève [17 mai], l'Union soviétique, sensible à l'inquiétude d'autres pays, adoptera un point de vue plus souple ».

Le département d'État reprend ensuite point par point les objections de M. Gromyko :

« LES FORCES NUCLÉAIRES FRANÇAISES ET BRITANNIQUES : le département d'État affirme qu'il serait « tout à fait

injustifié » de les inclure dans le calcul des forces de l'OTAN, parce que ces missiles « ne sont pas destinés à protéger les autres pays de l'OTAN », et surtout parce que « le déséquilibre en faveur des Soviétiques est tel en matière de missiles de moyenne portée que, même si les forces françaises et britanniques étaient incluses, l'U.R.S.S. conserverait encore un avantage écrasant ».

« LES FORCES NUCLÉAIRES AMÉRICAINES AÉROPORTÉES : le département d'État note que les propositions américaines visent à « s'occuper d'abord des armes les plus hostiles », c'est-à-dire des missiles, mais que les États-Unis n'ont jamais écarté la possibilité d'un accord qui concernerait ces avions. D'ailleurs en ce domaine également, « les Soviétiques et leurs alliés ont déployé un nom-

bre beaucoup plus grand d'avions porteurs de l'arme nucléaire que les États-Unis et leurs alliés ».

« LE TRANSFERT DE MISSILES SOVIÉTIQUES EN ASIE : M. Gromyko, estime le département d'État, ne tient pas compte de la mobilité, de la portée et de la facilité de transport des SS-20. Ceux-ci, où qu'ils soient basés, « constituent une menace grave pour [leurs] alliés, aussi bien en Asie qu'en Europe », déclare le communiqué.

Bonn. Le ministre des affaires étrangères de la RFA, M. Genscher, a jugé « décevante » la prise de position de M. Gromyko à Londres, la secrétaire au Foreign Office, M. Fynn, regrette profondément ce « rejet laide ». A Tokyo, le ministre des affaires étrangères juge « inacceptable et sans fondement » les propos de M. Gromyko sur l'Asie.

Le « non » renforcé de M. Gromyko

De notre envoyé spécial

n'hésite pas à dire que « l'étoile de l'Union soviétique, l'étendard de la politique étrangère, n'ont jamais brillé si fort qu'aujourd'hui », que ses propositions de paix sont « inscrites en lettres d'or dans le livre de l'histoire ». Mais il ne veut pas s'étendre davantage, car « quelqu'un pourrait dire que c'est de la propagande... ».

C'est encore l'humour que manie l'orateur lorsqu'il demande s'il faudra accrocher des étiquettes aux fusées françaises et britanniques (« Je suis française, il ne fallait pas me compter ! »), ou lorsqu'il souligne « la souplesse, et même la magnanimité » dont l'U.R.S.S. ferait preuve en n'insistant pas pour demander une « compensation » à sa situation géographique, laquelle lui vaut d'être attaquée par les fusées à moyenne portée en un temps « six à sept fois plus court » que celui que mettraient les engins intercontinentaux soviétiques pour atteindre les États-Unis.

Deux arguments nouveaux

En fait, cette « souplesse » et cette « magnanimité » se traduisent par un net durcissement. Non seulement M. Gromyko a rejeté la « solution intermédiaire » de M. Reagan, mais ses arguments ont rendu encore plus inacceptables que par le passé les positions des Deux Grands. Parmi les trois obstacles à un accord mentionnés par le ministre sovié-

que, un seul était bien connu : le refus occidental de comptabiliser les armements français et britanniques. Deux autres sont plus nouveaux :

« Le premier mentionné a été les « énormes » forces aériennes américaines, qui sont une « composante redoutable » des systèmes américains à moyenne portée en Europe. Pour M. Gromyko, il faut prendre en compte « au moins six porte-avions américains qui ont pris goût à l'Europe », c'est-à-dire qui sont stationnés en Méditerranée ou au-delà des eaux européennes, mais à une courte distance qui leur permet d'y revenir « en quelques minutes ». Comme M. Gromyko chiffre à quarante le nombre des avions à capacité nucléaire emportés par chaque bâtiment, ce sont deux cent quarante vecteurs qu'il ajoute ainsi à l'arsenal américain. Jamais, semble-t-il, ni Moscou ni encore moins les États-Unis n'avaient porté si haut la barre des « systèmes avancés » américains.

« Le second obstacle est la situation en Asie. Des parlementaires américains en visite ici en janvier avaient cru comprendre qu'une partie des missiles soviétiques SS-20, qui seraient retirés d'Europe dans le cadre d'un accord conforme aux propositions de M. Andropov ne seraient pas évacués vers la Sibirie mais détruits. Ce point nous avait d'ailleurs été confirmé par l'un de nos interlocuteurs ces derniers jours. Mais aujourd'hui il n'est plus question pour Gromyko de liquider une

seule fusée : c'est, dit-il, « notre affaire et notre droit » de les installer dans les régions orientales de l'U.R.S.S., et toute demande contraire des États-Unis « exclut à elle seule la possibilité d'un accord ». A l'appui de ce nouvel argument, le ministre soviétique a cité les bases américaines au Japon, en Corée et à Diego Garcia (océan Indien), les navires américains croisant dans le Golfe, toutes forces et installations qui comportent, selon lui, des armes nucléaires à moyenne portée et qui « couvrent toute la Sibirie jusqu'à la presqu'île de Taïmyr », dans le Grand Nord.

Tous ces arguments n'avaient pas été évoqués jusqu'à présent, et M. Gromyko a d'ailleurs dénoncé le silence des médias occidentaux à ce sujet. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que l'orateur ait jugé nulles les chances d'accord aussi longtemps que la position américaine restera telle qu'elle a été présentée par M. Reagan.

Cela dit, le ministre soviétique est resté vague sur les mesures qui seront prises en cas d'installation de fusées américaines en Europe. Il s'est même refusé à dire que les pourparlers de Genève seront rompus dans cette hypothèse, comme il l'avait laissé entendre en février. « Une décision sera prise compte tenu de toutes les circonstances », a-t-il ajouté. On peut même se demander si le Politburo n'est pas en fait, déjà résigné à voir appliquée la décision de l'OTAN sur les euro-missiles, puisque la « compensation » évoquée par M. Gromyko à propos des temps de vol pour hypothèse l'existence de fusées américaines en Europe, alors que celles-ci ne sont pas installées.

Sur deux autres sujets, en revanche, M. Gromyko s'est exprimé avec une relative modération.

A propos des relations avec la Chine, il a souligné l'« atmosphère normale » de ce qu'il a appelé les « consultations » engagées. Il a néanmoins souligné que « celles-ci ne sont pas encore allées assez loin pour que l'on puisse en tirer des conclusions déterminées ».

A propos du Proche-Orient, M. Gromyko a dénoncé le comportement israélien au Liban, mais a surtout insisté sur la « complexité américaine » dans le maintien de l'occupation. Et le ministre soviétique a quelque peu surpris en rappelant que l'U.R.S.S. est « pour l'existence d'Israël en tant qu'État », qu'elle ne partage pas « le point de vue trististe et injuste » des « milieux arabes extrémistes qui veulent liquider Israël ». Cela ne l'empêche pas de « soutenir les Palestiniens », qui « ont droit à créer leur propre État palestinien arabe indépendant, même si celui-ci sera peut-être petit ».

MICHEL TATU.

LES PAQUES PACIFISTES EN EUROPE

Le parti social démocrate s'est associé aux manifestations en R.F.A.

Les mouvements anti-nucléaires ont poursuivi le dimanche 3 avril, leurs manifestations contre l'installation éventuelle des euro-missiles de l'OTAN, fin 1983, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et surtout en République fédérale. En Grande-Bretagne, où la principale manifestation avait eu lieu vendredi à proximité de la base de Greenham Common, quatre mille manifestants ont simulé samedi une évasion nucléaire à Glasgow. Dimanche, quelques milliers de manifestants ont accroché des jonquilles et des banderoles sur le grillage entourant la base de Faslanen, en Écosse, qui abrite les fusées Polaris. Puis ils ont organisé une « procession funéraire » et un « die in », les manifestants se couchant l'entrée principale de la base.

Aux Pays-Bas, des veillées et retraites aux flambeaux ont été organisées samedi dans plusieurs villes. Dimanche, le principal rassemblement a eu lieu à Almelo, autour des installations d'enrichissement de l'uranium.

C'est en République fédérale que les manifestations ont été les plus nombreuses dimanche. Elles devaient se poursuivre ce lundi par des rassemblements dans plusieurs grandes villes.

De notre correspondant

Bonn. — Les organisateurs des marches de la paix en République fédérale comptent sur un demi-million de manifestants. Il est difficile de savoir si cet objectif sera atteint, étant donné la dispersion des manifestations organisées du Schleswig à la Franconie. Selon les organisateurs, elles ont rassemblé 180 000 personnes dans la seule journée du dimanche. De toutes façons, elles ne sont pas terminées. Elles ne prennent fin que ce lundi de Pâques, qui est fête chômée en Allemagne, avec les grands rassemblements de Dortmund et de Cologne, où sont attendus plusieurs centaines de milliers de personnes. Leur cible principale est le stationnement

à la fin de cette année, à défaut d'accord à Genève, de nouveaux engins nucléaires américains sur le territoire de la République fédérale.

En plus des différentes organisations du mouvement pour la paix, les jeunes socialistes, de conserve avec les jeunes libéraux (qui ont divorcé d'avec le F.D.P. de M. Genscher) et les jeunes de la centrale ouvrière unifiée D.O.B., appellent à descendre dans la rue. Pour la première fois depuis longtemps, le parti social-démocrate (S.P.D.), s'est associé officiellement à ces marches de la paix, par tout du moins où elles n'étaient pas à la remorque du parti communiste. Celui-ci serait bien incapable de remuer les masses (il a obtenu 0,2 % aux élections du 3 mars). Mais il y a, dans sa mouvance, des « mouvements » et des groupuscules très militants dits qu'il s'agit de discréditer l'armement occidental. Ce qui a incité le secrétaire d'État à l'intérieur, M. Springer, à dénoncer le soutien apporté par le S.P.D. « à la politique du Kremlin ». Le secrétaire général du S.P.D., M. Peter Glotz, s'est élevé contre cet amalgame injurieux.

Certains, des manifestants comme à Bochum, ou à Nuremberg se sont contentés de se rassembler pour écouter des discours, d'autres ont bloqué l'entrée d'installations américaines ou de la Bundeswehr suspectes d'abriter des armes atomiques.

A Neu-Ulm, en Souabe, où des affrontements avec la police avaient déjà eu lieu vendredi, quelque 5000 personnes se sont donné la main dimanche pour encercler la caserne de Wiley où, selon les manifestants, des armes nucléaires seraient entreposées. La police avait auparavant interpellé plusieurs centaines de manifestants, parmi lesquels le général en retraite Gert Bastian, député des Verts depuis les élections du 6 mars dernier. Des heurts avec la police se sont également produits à la station radioré de Toulberg, à Berlin ouest, où 70 personnes ont été arrêtées dimanche. Mais dans l'ensemble les manifestations se sont déroulées sans incidents et la police s'est montrée plutôt amène.

ALAIN CLÉMENT.

« L'amiral américain William M. Small deviendra en mai le commandant en chef des forces alliées en Europe du Sud, a annoncé, samedi 3 avril, le commandement suprême de l'OTAN à Bruxelles. L'amiral Small, qui aura aussi comme fonction celle de commandant en chef des forces navales américaines en Europe, succédera à l'amiral américain William Crowe, en fonction depuis mai 1980. — (A.F.P.) »

EUROPE

Irlande du Nord

L'IRA ANNONCE UNE INTENSIFICATION DE SON ACTION

Belfast (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Les républicains ont annoncé samedi 3 avril dans plusieurs villes d'Irlande du Nord pour la traditionnelle commémoration du soulèvement de Dublin contre les Anglais, en 1916.

A Belfast, environ un millier de manifestants se sont rendus au cimetière de Milltown, où des militants de l'IRA ont lancé des pierres et des bombes d'hommes en l'honneur des victimes des grèves de la faim morte en 1981. Deux personnes qui portaient cet uniforme ont été arrêtées. L'un des intervenants a annoncé une intensification de la lutte contre l'armée britannique et la Royal Ulster Constabulary, corps auxiliaire de l'armée. « Le sang des impérialistes britanniques coulera dans les rues de Belfast », a-t-il notamment déclaré.

Cet avertissement a également été repris dans un village proche de la frontière avec la République d'Irlande, Crossmaglen, où se tenait un rassemblement. Un membre de l'IRA, en tenue de combat et portant des lunettes noires, a annoncé que son organisation allait poursuivre ses attaques contre les forces de sécurité britanniques « avec une plus grande efficacité ».

Yougoslavie

« Deux policiers assassinés au Kosovo. — Ils ont été tués par un camionneur dans la nuit du 1^{er} au 2^{ème} avril dans les locaux d'une école où deux enseignants et un commissaire « montaient la garde », a-t-il insisté. La réalité, selon M. Cheysson, « c'est qu'il y a des armes chinoises qui passent par ici, c'est que les mouvements de résistance, quand ils se font flaque une... au Cambodge, c'est ici qu'ils viennent. Et ils repartent ». Si les responsables thaïlandais ont, semble-t-il, accepté les démentis émis par le Quai d'Orsay, les autorités chinoises en, revanche, s'en sont vivement offusquées.

JACQUES DE BARRIN.

Le démenti du Quai d'Orsay

Voici le texte du communiqué publié samedi 2 avril par le Quai d'Orsay : « Le ministre des relations extérieures a reçu le 2 avril l'ambassadeur de Chine auprès de qui il a démenti les informations diffusées à la suite d'un entretien particulier à Bangkok et qui avaient suscité des réactions compréhensibles dans la presse de Pékin. M. Cheysson a démenti en particulier avoir jamais dit ou laissé entendre que la Thaïlande avait des raisons de se méfier de la Chine. »

« En ce qui concerne les résolutions des Nations unies touchant le problème cambodgien, le ministre a rappelé à bien des reprises depuis des mois, en particulier au cours de ses conférences de presse en Asie, le soutien que la France leur apporte. Les solutions proposées par les Nations unies sont, au yeux du gouvernement français, les mieux appropriées au règlement politique souhaitable pour le Cambodge. Toute autre interprétation de la position de la France est erronée. »

AFRIQUE

Sénégal

M. Diouf annonce la prochaine suppression du poste de premier ministre et remanie largement le gouvernement

Dakar. — Elu pour la première fois à la tête de l'État sénégalais, le 27 février dernier, le président Abdou Diouf, qui n'avait fait, jusqu'à présent, qu'achever le mandat de son prédécesseur démissionnaire, a prêté serment, dimanche 3 avril, devant la Cour suprême. Aussitôt après, le premier ministre, M. Habib Thiam, porté lui-même, la veille, à la présidence de l'Assemblée nationale, a remis la démission de son gouvernement. Dans la soirée, dans un message à la nation, prononcé à la veille de la célébration du vingt-troisième anniversaire de l'indépendance, M. Diouf a annoncé une prochaine révision de la Constitution portant suppression du poste de premier ministre. En attendant, cette charge a été provisoirement confiée à M. Moustapha Niasse, qui conserve, par ailleurs, la responsabilité de la diplomatie sénégalaise.

Enfin, aussitôt après l'allocation présidentielle, a été annoncée la formation d'un nouveau gouvernement dont font partie plusieurs personnalités jusqu'alors sur la réserve, quand ce n'était pas dans l'opposition, comme le professeur Iba der Thiam.

Ces changements semblent indiquer que, cette fois, l'après-Senghor est bel et bien commencé. Au plan institutionnel, tout d'abord, le Sénégal va retourner très prochainement au système présidentiel concentré qui avait été le sien de 1963 à 1970. Le poste de premier ministre, qui n'avait été créé — cela n'a jamais été si clair qu'aujourd'hui — que pour préparer de longue main la succession du président Senghor, va être supprimé et, ipso facto, le droit à la succession du chef de l'État, en cas de décès, démission ou empêchement de celui-ci en cours de mandat, dont le titulaire de ce poste avait été investi en 1978. Désormais, comme autrefois, dans une telle conjoncture, le président de l'Assemblée nationale, qui va redevenir le second personnage de

De notre correspondant

l'État, ne fera qu'assurer un intérim le temps d'organiser une élection. En annonçant ce projet, le chef de l'État a avancé, pour le justifier, des raisons d'efficacité. « Le gouvernement, qui a la charge de conduire la politique de renouveau en cette période difficile, a-t-il notamment déclaré, doit être en mesure de remplir sa mission avec encore plus de rapidité et de simplicité. De ce point de vue, il s'avère nécessaire qu'il agisse sous l'autorité directe du chef de l'État. »

Il n'en reste pas moins qu'en concentrant ainsi entre ses mains la totalité du pouvoir, M. Abdou Diouf, qui a encore moins de cinquante ans, se donne des moyens supplémentaires importants d'asseoir son autorité dans une perspective assez longue de présence à la tête de l'État.

Les autres changements au sein du gouvernement sont tout aussi significatifs.

La vieille garde senghorienne cède le pas

Pour l'essentiel, la vieille garde senghorienne, qui n'était pas composée au départ de gens âgés, cède le pas et se retrouve, dans le meilleur des cas, à des postes honorifiques de relativement peu d'importance à l'Assemblée nationale. C'est le cas, tout d'abord, de l'ancien président de ce corps, M. Amadou Cissé Dia, qui cède son fauteuil à l'ancien premier ministre, M. Habib Thiam, et pour lequel est spécialement créé un poste de président d'honneur. C'est le cas également des anciens ministres d'État, MM. Assane Sock et Alioune Badara Mbengue, qui démissionnent respectivement des portefeuilles de l'équipement et de la justice, et qui sont élus premier et second vice-présidents de l'Assemblée.

A l'inverse, on note l'entrée en force du gouvernement de jeunes techniciens, en même temps que la promotion de plusieurs autres de la même génération qui faisaient partie de l'équipe précédente. Parmi les premiers, on peut citer MM. Ibrahim Fall (enseignement supérieur), Bator Diop (développement rural), Moussa Daffé (recherche scientifique), Hamidou Sakho (urbanisme et habitat), Abdourahmane Touré (commerce) et André Soukko (fonction publique et travail) et, parmi les seconds, M. Robert Sagna, qui passe du secrétariat d'État aux pêches au ministère de l'équipement, et M. Maimouna Kane, qui voit ses attributions de ministre de la condition féminine élargies à l'ensemble du développement social.

Par ailleurs, M. Abdelkader Fall passe de l'éducation nationale à la culture, M. Serigne Lamine Diop de l'économie rurale à l'industrie, M. Cheikh Amidou Kane de ce dernier poste au plan, M. Médoune Fall de l'intérieur (où il est remplacé par le directeur de la sûreté, M. Ibrahim Wone) aux forces armées, tandis que, outre M. Moustapha Niasse (affaires étrangères), M. Mamadou Touré (finances), Djiko Ka (information), et Mamadou Diop (santé) comptent parmi les rares ministres à conserver leurs anciennes attributions.

On remarque enfin l'entrée de trois anciens opposants, MM. Doucou Ndiaye au ministère de la justice, Thierno Ba au secrétariat d'État à l'emploi, et, surtout, Iba der Thiam à l'équipement nationale. « Le gouvernement que je vais nommer, avait dit dimanche soir M. Diouf, sera le gouvernement non d'un parti, mais majoritaire, mais de tous les Sénégalais », avant d'ajouter : « Je serai le président qui rassemble les Sénégalais et non celui qui les divise. »

PIERRE BIARNÈS.

ASIE

L'offensive vietnamienne au Cambodge

(Suite de la première page.)

Une collecte de sang a été organisée parmi les réfugiés cambodgiens pour venir en aide à leurs compatriotes. Cent seize unités de sang ont été prélevées en une seule journée. Radio-Hanoi a qualifié d'« action légitime et nécessaire ». Si le Nhon Dan, le quotidien du P.C. vietnamien, juge que le « dialogue est préférable à la confrontation », il n'en dénonce pas moins « la sale besogne de l'administration thaïlandaise, qui continue d'offrir des sanctuaires aux bandits de Pol Pot » et à entraîner ceux-ci avec l'aide de conseillers militaires chinois.

A cet égard, les propos fort peu diplomatiques tenus par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, samedi 26 mars à Bangkok, lors d'une conférence de presse, ont renforcé les autorités vietnamiennes dans leurs convictions. N'a-

til pas évoqué « les infiltrations à partir de la Chine » en Thaïlande, même si ces deux pays n'ont pas de frontières communes ? « Ce n'est pas une nouveauté », a-t-il insisté. La réalité, selon M. Cheysson, « c'est qu'il y a des armes chinoises qui passent par ici, c'est que les mouvements de résistance, quand ils se font flaque une... au Cambodge, c'est ici qu'ils viennent. Et ils repartent ». Si les responsables thaïlandais ont, semble-t-il, accepté les démentis émis par le Quai d'Orsay, les autorités chinoises en, revanche, s'en sont vivement offusquées.

JACQUES DE BARRIN.

Le démenti du Quai d'Orsay

Voici le texte du communiqué publié samedi 2 avril par le Quai d'Orsay : « Le ministre des relations extérieures a reçu le 2 avril l'ambassadeur de Chine auprès de qui il a dé-

ACHE-ORIENT

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Les « empoisonnements » en Cisjordanie

(Suite de la première page.)

Les responsables de l'administration israélienne de Cisjordanie, sont convaincus que des agents israéliens ont tenté de faire hospitaliser au moins une personne, en exerçant des « pressions » sur les médecins pour que ceux-ci prescrivent l'hospitalisation ou prolongent le séjour des patients dans leur établissement. Un porte-parole de la police à Hébron a indiqué dimanche que, dans un village proche de cette ville, des convois de voitures avaient été organisés pour transporter à l'hôpital des malades avant même que ceux-ci ne le demandent. Il a ajouté que c'était la preuve d'une « campagne politique ».

A Hébron et à Naplouse, plusieurs personnes ont été arrêtées pour avoir circulé dans les rues de ces deux villes en arborant la population que l'État était empoisonnée, ce qui a été immédiatement démenti par l'administration israélienne. Selon des fonctionnaires du ministère de la Santé, un médecin suisse du comité international de la Croix-Rouge, envoyé la semaine dernière à Jérusalem pour enquêter sur l'épidémie, aurait abouti à la même conclusion que les membres de la commission israélienne, à savoir qu'il n'y avait pas d'intoxication collective « de quelque origine que ce soit ». Les représentants de la Croix-Rouge en Israël se sont gardés de confirmer cette nouvelle ; on sait seulement que le médecin chargé d'enquêter en Cisjordanie doit transmettre son rapport à Genève le 5 avril.

Les explications fournies jusqu'à présent par les responsables israéliens soulèvent des questions, même en Israël. Deux députés arabes membres de l'opposition travailliste ont demandé un débat à la Knesset, en précisant que ces explications ne paraissent pas « entièrement satisfaisantes ».

La répression du mouvement « cis-jordanien » de la région de Naplouse et d'Hébron a provoqué divers incidents dans ces trois agglomérations au cours de la journée du 3 avril. A Naplouse, deux soldats israéliens ont été blessés par l'explosion d'une grenade, à Tulkarem, des jeunes gens ont endommagé les locaux d'une banque israélienne et à Hébron les commerçants ont fermé

boutique en réponse à un mot d'ordre de grève. A Jérusalem-Est, la police a dispersé à coups de grenades lacrymogènes des groupes de manifestants. Dans la vieille ville, devant la mosquée El Aqsa, une cérémonie a été organisée pour marquer le premier anniversaire de l'attentat commis sur l'esplanade par un Israélien d'origine américaine revêtu d'un uniforme de l'armée qui avait déclenché une fusillade au cours de laquelle deux Arabes avaient été tués.

La récente découverte d'un « complot » préparé par des extrémistes israéliens qui voulaient investir le sanctuaire d'El Aqsa (le Temple du 12 jours) a renforcé les craintes de la population arabe, qui accuse le gouvernement israélien de ne pas prendre des mesures suffisantes pour protéger les lieux saints musulmans. La colère qui se manifeste dans les milieux arabes aussi

bien en Cisjordanie qu'en Israël même a été encore aggravée par l'annonce de l'effondrement du minaret de la mosquée Massan-Bek à Jaffa. Le minaret de cette vieille mosquée située entre Jaffa et Tel-Aviv s'est écroulé le 2 avril. La mosquée est restée en partie en ruine depuis les combats de 1948. Les experts israéliens ont démenti la thèse d'un attentat qui s'était vite répandue dans les quartiers arabes de Jaffa. M. Yossef Burg, ministre de l'Intérieur et des affaires religieuses, a promis, dimanche, que le gouvernement s'emploierait à faire reconstruire la mosquée. Les Arabes de Jaffa rappellent que cette promesse a été faite depuis longtemps sans qu'aucune suite y ait été donnée. Ils rappellent également que des promoteurs israéliens ont projeté, il y a quelques années, de transformer la mosquée en centre commercial ou en hôtel.

FRANCIS CORNU.

AUCUN ACCORD NE S'ÉTANT DÉGAGÉ SUR LE PLAN REAGAN

Le roi Hussein et M. Yasser Arafat s'en remettent aux chefs d'Etat arabes

Correspondance

Amman. — Le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat se sont rencontrés dimanche à Amman, devant les correspondants de presse, pour discuter de la situation. Il faut bien dire que pour dissiper le climat d'incertitude créé par les reports successifs de la rencontre Hussein-Arafat.

En fait, les retrouvailles entre les deux hommes paraissent s'être mieux déroulées qu'on ne le laissait prévoir. Le souverain jordanien et le chef de l'O.L.P. se sont rencontrés trois fois en moins de quarante-huit heures et leurs entretiens devaient aboutir ce lundi à la publication d'un communiqué commun. Celui-ci devrait réaffirmer la volonté de l'O.L.P. et de la Jordanie de poursuivre leur dialogue et d'élucider leur démarche dans le cadre d'un « consensus arabe » sur la base des résolutions du sommet de Fès. Ce qui signifie en clair que Jordaniens et Palestiniens s'en remettent désormais au sommet arabe qui pourrait être convoqué prochainement.

De toute évidence, le roi Hussein n'a pas repoussé Yasser Arafat les réponses espérées tant sur un engage-

ment à soutenir des négociations de paix dans le cadre défini par le plan Reagan que sur la question d'une délégation jordanienne-palestinienne en vue de telles négociations. Ces derniers jours, les responsables palestiniens ont répété avec insistance que le plan Reagan était une « base inadéquate » pour un règlement de la crise au Proche-Orient.

« Le plan Reagan ne satisfait pas les aspirations minimales des Palestiniens, et nous ne pouvons plus faire de concessions. C'est au président Reagan de réduire l'écart entre son initiative et le plan arabe, et non à nous d'amener les résolutions de Fès », déclarait ainsi le dimanche 3 avril M. Farouk Kaddoumi. Le chef du département politique de l'O.L.P. a réaffirmé que le plan arabe de Fès demeurerait la « seule base acceptable » pour des négociations de paix, et celles-ci, a-t-il ajouté, doivent avoir pour cadre les Nations unies ou une conférence internationale à laquelle participerait l'Union soviétique. Il a enfin ajouté : « Nous insistons sur une représentation et une participation palestiniennes totalement indépendantes sur un pied d'égalité avec les autres délégations ».

Quant à M. Yasser Arafat, il a de nouveau marqué sa défiance à l'égard des Etats-Unis en déclarant, dimanche, qu'il ne voyait aucun changement dans la position des Américains qui demeurent toujours opposés à l'Etat hébreu. « Il est vrai que le président américain a annoncé l'ajournement de la livraison d'avions F-16 à Israël, mais nous devons nous rappeler que, quelques jours auparavant, les Etats-Unis avaient fourni aux Israéliens deux cents roquettes antiaériennes », a-t-il souligné.

Les entretiens jordano-palestiniens ont donc apparemment été nettement marqués par la préparation du prochain sommet arabe et sur la recherche d'un mécanisme pour le plan de Fès. Selon M. Khalil El Wazir (Abou Jinnad), ce serait d'ailleurs les deux éléments essentiels de la « stratégie commune » que Jordaniens et Palestiniens ont tenté de mettre sur pied ce week-end. Une stratégie à laquelle le roi Hussein paraît s'être très vite rallié, pour pouvoir convaincre M. Yasser Arafat de répondre positivement à l'initiative américaine.

Le comité exécutif de l'O.L.P. convoqué d'urgence, devait se réunir ce lundi à Amman. Dans l'entourage de M. Arafat, on se bornait à indiquer qu'il s'agissait de soumettre à l'organe dirigeant de l'O.L.P. le résultat des entretiens jordano-palestiniens et d'examiner la situation dans les territoires occupés après l'apparition de nouveaux cas d'empoisonnement en Cisjordanie.

A ce propos, l'un des temps forts de la journée de dimanche a été la conférence de presse au cours de laquelle le chef de l'O.L.P. a dénoncé ces empoisonnements. Accusant les Israéliens, il a estimé que l'objectif de ces « crimes » était de « terroriser les Palestiniens des territoires occupés ». M. Arafat a alors précisé que le comité exécutif de l'O.L.P. avait alerté l'Organisation mondiale de la Santé, la Croix-Rouge internationale et le Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que les rois Fahd d'Arabie Saoudite et Hassan II du Maroc, le pape Jean-Paul II et le premier ministre indien, M. Indira Gandhi, président en exercice du Mouvement des non-alignés.

MANUEL LUCBERT.

EMMANUEL JARRY.

AMÉRIQUES

Nicaragua

SELON LE « NEW YORK TIMES »

La C.I.A. a été entraînée dans une opération destinée à renverser le régime sandiniste

Des informations contradictoires continuent de faire état de combats entre sandinistes et « contre-révolutionnaires » dans le nord du Nicaragua. Selon des civils de la région, des éléments de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), basée au Honduras, ont lancé, le samedi 2 avril, des attaques dans le département de Nueva Segovia, mais la réplique des sandinistes aurait fait trente morts dans leurs rangs. A Ocotal, capitale du département, les militaires ont démenti cette information, tandis qu'un communiqué de la F.D.N. publié dimanche à Tegucigalpa, affirmait que cinquante-cinq soldats sandinistes avaient été tués jeudi et vendredi au cours de plusieurs opérations.

L'hebdomadaire Newsweek publié samedi affirme que la C.I.A. a dépensé 30 millions de dollars à aider les rebelles anti-sandinistes ; 11 millions de dollars ont été payés dans des fonds secrets. Un envoyé spécial de l'hebdomadaire, invité par la F.D.N. à suivre les « contre-révolutionnaires » dans une de leurs incursions, raconte que les guérilleros rencontrés étaient des volontaires sans solde, d'un moral assez élevé, mais mal ravitaillés en vivres, équipés de fusils Fal de fabrication belge et d'un impressionnant matériel de communication américain.

De notre correspondante

New-York. — Les protestations du Congrès contre l'intervention américaine au Nicaragua vont sans doute être renforcées par les informations de source hondurienne publiées le dimanche 3 août par le New York Times et confirmées, dit le quotidien, par deux sénateurs et un « membre important de l'administration Reagan ».

Selon ces informations, la C.I.A. qui tentait initialement de « déstabiliser » le gouvernement sandiniste en aidant « l'opposition somoziste » repliée au Honduras, aurait été dépassée par les événements et entraînée dans une opération plus ambitieuse destinée à renverser le gouvernement sandiniste.

La C.I.A. fournit maintenant aux troupes honduriennes, qui les repassent aux somozistes, des informations régulières sur les mouvements des troupes sandinistes, grâce, notamment, aux vols de reconnaissance effectués sur la frontière honduro-nicaraguayenne par deux Beechcraft équipés d'appareils élec-

troniques. De quinze à vingt pilotes et techniciens américains basés au Honduras sont affectés à cette opération qui porte le nom de code de « Royal Duke ».

Plus de cinquante conseillers militaires américains d'origine latino-américaine, habillés en civil, entraînent les somozistes basés au Honduras. En août 1982, plusieurs chargements d'armes et de munitions ont été apportés par des C-130 aux unités d'indiens Miskito basées dans l'est du Honduras. La C.I.A. a aussi fourni les équipements de plongée sous-marine et les explosifs utilisés par les équipes de sabotage Miskito, entraînés par les Argentins, qui ont fait sauter, au début de cette année, les installations du port nicaraguayen de Puerto Cabezas.

L'informateur hondurien du New York Times a aussi confirmé l'article paru la semaine dernière dans l'hebdomadaire Time, selon lequel l'ambassadeur américain à Tegucigalpa, M. John Negroponte, est, avec le chef d'état-major de l'armée hondurienne, le général Alvarez Martinez, le coordinateur de ces opérations.

Bolivie

Organisateur de groupes paramilitaires

LE FRANÇAIS JEAN-NAPOLEON LECLERC A ÉTÉ EMPRISONNÉ A LA PAZ

La Paz (A.F.P.). — Le Français Jean-Napoléon Leclerc, accusé d'organiser des groupes paramilitaires en Bolivie et d'être lié à des trafiquants de drogue, a été transféré le dimanche 3 avril à La Paz, après avoir été arrêté jeudi par des forces de sécurité à Santa-Cruz, a-t-on annoncé de source non officielle dans la capitale bolivienne.

Selon des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, M. Leclerc est actuellement interrogé sur ses activités en liaison avec un néo-nazi, Joachim Fiebertorn. Tous deux, ajoutent-on de même source, auraient organisé des groupes paramilitaires responsables de « dizaines de délits » sous les régimes militaires au pouvoir en Bolivie ces dernières années.

En 1979, selon ces mêmes sources, M. Leclerc avait été arrêté en Bolivie, au moment où il tentait de sortir de la capitale vers le Brésil. Les autorités l'auraient relâché peu après à condition qu'il organise des groupes armés irréguliers au service des militaires qui devaient prendre le pouvoir un an plus tard.

M. Leclerc, toujours selon ces mêmes fonctionnaires, serait le paramilitaire le plus important capturé en Bolivie depuis le 4 février dernier, date de l'expulsion vers la France du criminel de guerre nazi Klaus Barbie par le gouvernement du président Hernan Siles Zuazo.

Cinq officiers supérieurs, compromis dans divers trafics, ont été démis le jeudi 31 mars par le haut commandement de l'armée. Parmi eux se trouve l'ancien directeur du conseil national pour la lutte contre le trafic des stupéfiants, le lieutenant-colonel Raúl Gonzalez Ferry, compromis avec des trafics de drogue impliqués dans ce trafic. Les autres officiers démis sont : le général Armando Reyes et le colonel Javier Alcorrea, respectivement ministre de la défense et ministre des finances dans le gouvernement Garcia Meza (1980-1981), impliqués dans l'achat illégal d'une entreprise de vêtements, et les colonels Ruben Darío Guzmán et Oscar Angulo, impliqués dans le détournement d'une cargaison de lunettes de soleil. — (A.F.P.)

Vers un gouvernement provisoire

Le plan des somozistes serait maintenant de prendre le contrôle soit de la ville de Jinotega, dans le nord-ouest du Nicaragua, soit de Puerto Cabezas, et d'y installer un gouvernement provisoire. Le gouvernement hondurien serait prêt à assurer le transport et le ravitaillement des membres de cette lutte.

C'est à la fin de 1981 que les premiers conseillers militaires américains ont commencé à entraîner les anti-sandinistes. En novembre 1982, ces derniers ont commencé à faire entrer au Nicaragua les armes et les munitions fournies par les Américains et transportées jusqu'à la frontière par des camions honduriens. La, les rebelles paient 10 dollars au kilomètre les « passeurs » qui les emmènent, avec des mules, à l'intérieur du pays.

Les officiers anti-sandinistes sont entraînés par les Américains au camp de Lepaterique, à quelques kilomètres à l'ouest de Tegucigalpa. Les cinq ou six camps d'entraînement de la troupe se trouvent près de la frontière du Nicaragua.

Quelque cinq mille rebelles auraient déjà pénétré au Nicaragua, la plus grosse infiltration ayant eu lieu le 30 décembre dernier avec cinq colonnes de cent vingt-cinq Indiens Miskito chacune.

Le sénateur Moynihan et ses collègues ont l'intention de lancer un vaste débat lorsque le Congrès reprendra ses travaux après les vacances de Pâques. Ils feront valoir que les menaces que l'intervention américaine fait peser sur le gouvernement sandiniste peuvent inciter Managua à lancer un appel au secours à La Havane et, par ricochet, à Moscou. L'arrivée de troupes cubaines au Nicaragua aurait d'incalculables conséquences. Pour commencer, un conflit majeur en Amérique centrale, ce que l'administration Reagan prétendait précisément éviter en empêchant Managua de ravitailler la guérilla salvadorienne.

NICOLE BERNHEIM.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1999) Jacques Fauvet (1959-1982)
Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-10
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire : n° 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

L'anniversaire de la crise des Malouines

UN MILLIER D'ARGENTINS ONT MANIFESTÉ A BUENOS-AIRES CONTRE LE RÉGIME MILITAIRE

Un millier de personnes se sont rassemblées, le samedi 2 avril, à Buenos-Aires, pour marquer le premier anniversaire du débarquement argentin aux Malouines. Elles ont scandé des slogans hostiles au régime militaire et aux officiers qui ont conduit la guerre, brûlé des drapeaux américains et britanniques. Plusieurs personnalités politiques ont critiqué l'action menée il y a un an. M. Bittel, chef du mouvement péroniste, a déclaré : « Il y a eu des erreurs grossières, et il faudra que les responsabilités soient assumées ».

De son côté, le quotidien Clarín a mis en garde contre toute nouvelle aventure militaire : « Les revendications patriotiques sur l'archipel ne sont pas compatibles avec de nouvelles aventures. Ceux qui ont occupé la scène il y a un an, avec leurs erreurs bien connues et leur ignorance crasse, doivent laisser la place à des politiques plus raisonnables ».

Dans le même journal, le général Galtieri, chef de l'Etat au moment de la guerre, et destitué par ses pairs au lendemain de la défaite, affirme dans une interview : « Je ne m'attendais pas au triomphe, mais je pensais que nous aurions pu nous battre davantage ».

Aux Malouines mêmes, la garnison britannique a été mise en état d'alerte vendredi après qu'une formation d'avions de chasse argentins eut été détectée, se dirigeant vers l'archipel, a annoncé la B.B.C. Des avions de chasse Harrier et Phantom ont décollé pour intercepter les avions argentins, mais ceux-ci ont fait demi-tour au dernier moment, à la limite d'exclusion des 150 milles autour des îles.

A TRAVERS LE MONDE

Inde

M. YOURI ANDROPOV, secrétaire général du parti communiste d'Union soviétique, a accepté le principe d'un voyage en Inde à l'invitation du premier ministre indien, M. Indira Gandhi, a-t-on annoncé, jeudi 31 mars, au Parlement indien. — (A.F.P.)

Malawi

ASSASSINAT D'UN OPPOSANT. — Le gouvernement du Malawi a nié, dimanche 3 avril, être impliqué dans le meurtre, l'avant-veille à Harare (Zimbabwe), d'un opposant, Attali Mpakail, président de la Lesoma (Ligue socialiste du Malawi, mouvement interdit). Un représentant du Lesoma à Dar-es-Salaam (Tanzanie) avait, entre-temps, accusé le président Banda d'avoir fait assassiner Mpakail, dont la disparition laisse sans dirigeant l'opposition de gauche malawite en exil. — (A.F.P., Reuters.)

Tchécoslovaquie

ARRESTATIONS DE FRANÇAIS. — A la suite d'une vingtaine d'interpellations, cinq franciscains ont été maintenus en détention : les pères Moc, Frantisek Kubicek, Jiri Tuma (de Prague), et les pères Frantisek Pometek et Jiri Maxaner, des environs de Pilsen (Bohême occidentale). D'autres actions dans les mêmes milieux, comportant la saisie de nombreux documents religieux, ont eu lieu à Liberec (Bohême du Nord) et Bratislava (Slovaquie). L'ordre des franciscains n'est pas reconnu officiellement en Tchécoslovaquie, mais nombre d'entre eux exercent normalement leur sacerdoce. — (A.F.P.)

Vietnam

UNE DÉLÉGATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, conduite par M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central, est arrivée le jeudi 31 mars à Hanoi. M. Maxime Gremetz, qui est aussi membre du bureau politique chargé de la politique extérieure du P.C.F., a été accueilli par M. Vu Quang, chef de la section des relations extérieures du comité central du P.C.V. Après sa visite au Vietnam, la délégation se rendra à Phnom-Penh et à Vientiane, croisant savoir. — (A.F.P.)

Cambodge

Le Monde

politique

L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Quatre grands débats : rigueur, budget social, Plan, défense

La session parlementaire de printemps s'est ouverte le samedi 2 avril, conformément à l'article 28 de la Constitution. Séance de pure forme au Sénat comme à l'Assemblée nationale, si ce n'est que celle-ci, comme le prévoit son règlement, a réuni son bureau. Le président, élu d'après l'article 32 de la Constitution, est élu pour les cinq ans de la législature.

Pour les douze mois à venir, le bureau de l'Assemblée nationale est donc ainsi constitué : président : M. Mermaz (P.S., Isère) ; vice-présidents : MM. Massot (P.S., Alpes-de-Haute-Provence), Séguin (R.P.R., Vosges), Brocard (app. U.D.F., Haute-Savoie), Ducloux (P.C., Hauts-de-Seine), Chenard (P.S., Loire-Atlantique), Suchaut (P.S., Dordogne) ; questeurs : MM. Bayon (P.S., Hérault), Laurissargues (P.S., Lot-et-Garonne), Corréa (R.P.R., Lot-et-Cher) ; se-

crétaires : MM. Baylet (app. P.S., Tarn-et-Garonne), Bellon (P.S., Alpes-de-Haute-Provence), Birraux (U.D.F., Haute-Savoie), Brunhes (P.C., Hauts-de-Seine), Gengenwin (U.D.F., Bas-Rhin), Gissinger (R.P.R., Haut-Rhin), Goulet (R.P.R., Orne), Hage (P.C., Nord), Hauteceur (P.S., Var), Mahéas (P.S., Seine-Saint-Denis), Malvy (P.S., Lot), Sapin (P.S., Indre).

Les sénateurs et les députés ont été informés de la nomination de certains de leurs collègues comme parlementaires en mission. Il s'agit de deux sénateurs : MM. Marcel Vidal (P.S., Hérault), auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et Michel Manet (P.S., Dordogne) auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget. Cinq députés sont également concernés : MM. Jacques Babet (P.S., Loire), Wilfrid Bertille (P.S.,

Réunion), Louis Besson (P.S., Savoie), Pierre Prouvost (P.S., Nord) et Pierre Guidoni (P.S., Aube), nommé ambassadeur de France à Madrid.

A l'Assemblée nationale, M. Mermaz a annoncé qu'il avait reçu la lettre de démission de M. Gilbert Le Bris (P.S.), député de la huitième circonscription du Finistère. Siégeant en tant que suppléant de M. Louis Le Pen, sa démission va permettre à l'ancien ministre de la mer de tenter de retrouver son siège à l'Assemblée nationale.

Le premier grand débat de cette session aura lieu le mercredi 6 avril avec l'engagement de responsabilité du gouvernement. Le 21 avril, au mois pour jour après le « réajustement monétaire », devrait avoir lieu le débat sur le projet de loi traitant, en termes législatifs, les mesures du plan de rigueur.

Même si le premier ministre a prévenu qu'il s'agissait surtout pour le moment d'« assurer la gestion des réformes amorcées », cette session sera marquée par la discussion d'un certain nombre de textes réformateurs importants : le deuxième volet du transfert des compétences de l'Etat vers les collectivités locales, et ce à partir d'une proposition de loi d'origine sénatoriale, comme l'avait promis M. Defferre ; également dans le cadre de la décentralisation, le statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales ; la vente des logements H.L.M. à leurs occupants ; et la prévention et le traitement des difficultés des entreprises.

Ne pas charger l'ordre du jour

Toutefois, la totalité de ces textes ne devrait pas être adoptée définitivement au cours de cette session de printemps. M. André Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, a annoncé que, compte tenu de la complexité de ces projets et de la volonté du gouvernement de laisser aux commissions des assemblées le temps nécessaire à un travail législatif fructueux, le vote de ces projets s'étalerait sur deux sessions.

Puis question donc de « charger » l'ordre du jour du Parlement. M. Labarrère a promis aux parlementaires socialistes. De même qu'il a annoncé que le programme de cette session serait organisé « de telle sorte que, sauf volonté du président de la République pour répondre à des événements importants, une session extraordinaire ne soit pas nécessaire ».

Au cours des quatre-vingt-dix jours à venir - durée constitutionnelle de la session - les parlementaires ne manqueraient pas de travail. Ainsi, en mai, devrait avoir lieu le débat promis par le premier ministre sur le budget social de la nation, débat précédé par une déclaration du gouvernement. C'est aussi en mai que viendront en discussion trois projets importants qui n'ont pas encore été adoptés par le conseil des ministres : la loi de programmation militaire, la réforme du service national et le Xé Plan.

Députés et sénateurs auront à débattre de la déconcentration du secteur public, du transfert au secteur privé d'entreprises incluses dans le secteur public par les nationalisations. Ils devront aussi aborder la discussion d'un certain nombre de textes qui n'avaient pu être définitivement votés lors de la précédente session, comme la modification de la loi dite « Sécurité et Libertés » ou le nouveau statut des villes nouvelles.

Ces secondes lectures pourraient amener quelques inflexions, ne serait-ce que parce qu'un certain nombre de ministères ont changé de titulaire. Ainsi, c'est au cours de cette session que le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire doit faire voter plusieurs de ses projets. Dès le vendredi 8 avril, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, défendra devant l'Assemblée nationale le projet de loi sur le développement des activités d'économie sociale préparé par M. Michel Rocard.

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

Le plan gouvernemental fera perdre 10 % de leurs programmes aux agents de voyages déclare M. Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée

Invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », M. Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée, a été conduit à commenter le plan gouvernemental de limitation des sorties de devises pour les touristes et le contrôle des changes.

« C'est la troisième fois dans notre vie qu'une telle mesure nous tombe sur le dos. Mais nous sommes de vieux routiers du tourisme et nous avons résolu nos vieilles méthodes », a-t-il déclaré.

Nous avons augmenté le nombre des G.O. (1) français dans les villages et nous leur avons demandé de réduire considérablement les avances en devises qu'ils prennent. Nous avons réduit les dépenses de maintenance. Nous avons donné des instructions pour ramener les stocks pratiquement à zéro. Nous négocions avec certains pays pour leur faire accepter, à titre exceptionnel, des produits français.

M. Trigano estime que les mesures gouvernementales vont faire perdre au Club et aux autres agents de voyages seulement 10 % de leurs programmes prévus, mais il craint « une amputation du pouvoir d'achat vacances-loisirs ». Il faut en tout cas que les Français « acceptent quelques sacrifices » pour rester en Europe, et il faut éviter tout « isolationisme ». Le P.-D.G. du Club Méditerranée suggère aussi une politique plus volontaire d'étalement des vacances.

« Il faudrait tenter une expérience. Le ministre de l'éducation nationale et les entreprises devraient essayer de se mettre d'accord, à titre tout à fait exceptionnel, en raison de la situation grave, pour s'efforcer d'étaler les vacances sur trois mois, du 15 juin au 15 septembre.

Le potentiel hôtelier et touristique français verrait sa capacité augmenter d'à peu près 30 %. Les prix pourraient baisser si demain les hôteliers avaient des réservations sur une bonne partie de juin et de septembre. On éviterait ainsi la vie chère de juillet et d'août. Ce serait très profitable pour l'intérêt du plus grand nombre.

Le chèque-vacances

Interrogé sur la politique spécifique du Club Méditerranée, M. Trigano a reconnu « qu'il ne faisait pas du tourisme social » et qu'il en éprouvait une certaine « nostalgie. Il y a peu d'ouvriers au Club ». A propos du chèque-vacances, principale mesure prise par M. André Henry lorsqu'il était ministre du temps libre, il a précisé : « Nous avons toujours dit que nous accepterions les chèques-vacances, mais nous ne savons pas si nous serons parmi les bénéficiaires. Le chèque-vacances, tel qu'il est défini aujourd'hui et dans la conjoncture actuelle, ne peut pas encore connaître le développement qu'il devrait avoir. »

La politique ? M. Trigano (dont le salaire brut atteint 64 600 francs par mois) a indiqué qu'il voyait davantage les ministres lorsqu'il

n'étaient plus ministres - et a précisé : « Le parti communiste m'a reçu, m'a hébergé au moment le plus noir de ma vie. De cela, je lui suis très reconnaissant. Je l'ai quitté de mon propre chef, pour des raisons qui me sont propres et pour des motifs de différence idéologique. Parce qu'il est le parti communiste, tel qu'il est, je n'ai pour lui aucune adhésion. »

La jeunesse, la question des immigrés ? Faisant allusion à l'organisation de camps de vacances l'été dernier pour de jeunes immigrés, l'invité du « Grand Jury » a répondu en rendant hommage à M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : « L'expérience a été formidable (...) à la fois de peur et de joie. Nous avons eu de la chance ! C'est une goutte d'eau dans l'immensité du problème. Nous avons été attaqués de tous côtés, aussi bien à gauche qu'à droite. Nous avons dépensé 100 F par jour et par enfant, tout compris. Sans aucun bénéfice, cela aurait coûté 150 F par jour. Ce n'est pas trop cher pour payer pour donner le goût de l'activité à des enfants qui ne sont pas responsables de leur jeunesse difficile. »

« Je ne crois pas que nous allions continuer cet été, car on ne nous a pas appelés... Fondamentalement, le problème est d'éviter le désarçonnement des jeunes, qu'ils soient immigrés ou non. »

L'Expo : un anniversaire fantastique

Enfin, le P.-D.G. du Club Méditerranée, qui a été chargé, début mars, par le président de la République d'une mission d'études sur l'Exposition de 1989, a déclaré à ce propos : « Ma mission, à ma plus grande joie, est de réflexion et de proposition. C'est une somme de 15 milliards de francs qui est prévue, et nous avons pour tâche de la réduire. (...) En 1989, pour un anniversaire fantastique, il est important de présenter une France libre de ses traditions et profondément innovatrice. Si nous travaillons bien, l'opération peut être bénéficiaire pour la France. Il appartient au président de la République de voir si nos propositions lui conviennent et de confier éventuellement à M. Bordenave et à moi-même le soin de continuer. (...) Nous avons comme règle, comme obligation impérieuse, de ne faire aucun hébergement en dur qui ne corresponde pas à une nécessité profonde avant, pendant et après l'exposition. Au niveau du marketing, nous voulons vendre des tas de produits français et, pour cela, il s'agit de présenter une image globale de la France, y compris des DOM-TOM. Nous souhaitons que l'on mobilise l'imagination de tous, et surtout celle des jeunes. »

Outre les anciens terrains Citroën et Bercy, les sites de la Villette et de la tête Défense pourraient être intégrés dans le concept de l'Expo.

(1) Gentils organisateurs.

La gauche à l'épreuve

(Suite de la première page.)

Sur tout lorsque celles-ci se réclament d'une « autre logique ». La logique économique classique est-elle remise à l'honneur ? Le gouvernement, au dire de ses propres amis, multiplie les « cadeaux » au patronat. M. Yvon Gattaz les reçoit comme autant de coups piégés. Décidément, rien de bon ne peut venir de « ces gens-là ».

Peu importe que ces « gens-là » aient stabilisé le chômage et les prix. Seule compte l'ampleur (réelle) du déficit extérieur. M. Giscard d'Estaing était sorti, par deux fois du S.M.E. sans drame. M. Mitterrand envisage-t-il de faire de même ? Cette simple hypothèse devient menace d'un cataclysme, d'un repli coupable sur l'Hexagone, alors même que la France, en matière de commerce extérieur, continue de faire figure de bon garçon de l'Europe. M. Giscard d'Estaing procédait à des ajustements monétaires, M. Mitterrand consent d'humiliantes dévaluations. L'un était réputé économiste, l'autre pas.

Catastrophisme

M. Mauroy découvre - tardivement il est vrai - qu'il convient de « dédramatiser » les réajustements monétaires. Peine perdue. Les réajustements seront dédramatisés lorsque, comme le dit M. Giscard d'Estaing, « le système aura changé », c'est-à-dire lorsque l'actuelle opposition sera revenue aux affaires. Cette perspective explique le « catastrophisme » permanent des chefs de file de l'opposition qui, au début du septennat, nous promettaient une inflation de 25 %. La difficulté s'accroît lorsque au catastrophisme de droite vient s'ajouter un catastrophisme de gauche. Celui de la C.F.D.T. n'a d'égale, désormais, que celui du C.E.R.E.S. de M. Chevènement. « Le plan Delors est contraire au projet socialiste », a déclaré M. Georges Sarre. Donc il échouera. Ces facteurs se conjuguent. Dès lors l'action du pouvoir est perçue comme une « pagaille ». Plusieurs ministres parlent, chacun sur son registre ? C'est la cacophonie. Un seul ministre parle ? Il est solitaire, le gouvernement réajuste le carnet de change ? Le goulag n'est pas loin, le négocie ? Non, il recule.

Cet état d'esprit, au demeurant stimulant s'il n'était systématique,

retient sur la vie institutionnelle elle-même. Dix jours se sont écoulés depuis la tenue de la session municipale de 1977, la démission, puis la constitution d'un second gouvernement Barre. Neuf jours sont passés entre le second tour des élections municipales de 1983, la démission et la constitution d'un troisième gouvernement Mauroy. M. Giscard d'Estaing, pendant ce temps-là, avait réfléchi. M. Mitterrand lui a flôté, quand il n'a pas laissé valoir le pouvoir exécutif. Le premier avait, comme il est normal, consulté ; le second a cédé aux pressions.

Sans doute le télescopage des calendriers politiques et monétaires européens a-t-il accru la difficulté. Le pouvoir, par la voix de M. Delors, a lui-même accredité l'idée d'une crise institutionnelle : « Il va se passer des choses importantes à Paris : il faut en être », avait déclaré le ministre de l'économie. Atmosphère entretenue par une mise en scène contestataire des principaux acteurs du « drame » : parties de cache-cache avec les journalistes, M. Fabius dans sa 2 CV, M. Mauroy par la porte de service, etc. Atmosphère alimentée par les entours respectifs du président de la République et du premier ministre : beaucoup à l'Élysée, beaucoup au départ de M. Mauroy ; beaucoup, à l'hôtel Matignon, pressant le maire de Lille de regagner sa mairie.

Mais le souffle retombe, que reste-t-il ? Tout se passe comme si les événements s'étaient brisés sur le schéma initial du chef de l'Etat, qui, en politique comme en d'autres domaines, agit à son rythme et surtout si on le presse d'accélérer.

Une pièce en trois actes

Dès le départ, M. Mitterrand paraissait avoir déjoué son septennat en trois phases. La première, celle des engagements tenus vis-à-vis du « peuple de gauche », celle des formes, celle qui lui permettrait de s'assurer durablement la fidélité de son électorat.

La seconde, engagée plus tôt que prévue, c'est-à-dire au mois de juin 1982, serait occupée à stabiliser la « règle du jeu », à gérer les réformes, la rigueur en plus ; la troisième serait axée sur la préparation des échéances de 1986 (législatives)

et de 1988 (présidentielle), destinée à donner un second souffle à la gauche pour lui permettre de perdurer. M. Mauroy ne dit pas autre chose lorsqu'il promet que « la moisson viendra en 1985-1986 ». De la même façon, le chef de l'Etat a toujours fait part de son souci d'éviter toute instabilité au niveau de l'exécutif. Il en a encore, le septennat paraissant décapoté en trois actes, ce qui garantissait au premier chef du gouvernement une durée de deux ans et demi à trois ans. Un second premier ministre aura à charge de sortir de l'austérité pour aborder au mieux l'échéance de 1986, un troisième amorçant la période qui restera à courir avant l'élection présidentielle. M. Mauroy avait bien compris ainsi qu'il avait annoncé qu'il était « en ligne » jusqu'à la fin de l'année 1983.

Finalement, tout est donc rentré dans l'ordre. Entre temps, « l'avertissement » du premier tour des élections municipales laissait penser que M. Mitterrand serait contraint de changer les hommes, plus tôt qu'il ne le souhaitait. Le « tournant » du second tour lui a permis de revenir à une solution de continuité.

Vouloir marcher d'un pas tranquille est une chose. Épouser les aspérités du terrain en est une autre. Or celles-ci se multiplient, au premier rang desquelles, l'austérité. Et quelle austérité, puisque le programme du troisième gouvernement Mitterrand va au-delà de ce que la droite elle-même avait pu imposer ! Une question résume la difficulté, obédience pour celui qui ambitionne de laisser sa trace dans l'histoire : les armes de la rigueur suffiront-elles à redresser la situation économique ? Autrement dit « l'Etat de rigueur renforcée » permettra-t-il ou non à la gauche de préserver les « acquis sociaux » de « l'Etat de grâce » ? La majorité, enfin, est-elle bien armée pour « valancer sur trois fronts » (chômage, inflation, commerce extérieur), comme le lui demande le chef de l'Etat, et pour assumer une politique qu'elle n'approuve pas ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Prochain article :

LA GAUCHE EN PANNE

Dans les cabinets ministériels

ques, M^{me} Aimée Dubois, attachée parlementaire, et M^{me} Claude Baraf, attachée de presse.

• Au cabinet de M. Charles Fiterman, ministre de la transport, M. André Jaegle, ingénieur et géographe, est nommé directeur adjoint de cabinet, chargé des affaires économiques. M. Etienne Camy-Peyret a été confirmé dans ses fonctions de conseiller technique, chargé des affaires sociales. Il en est de même pour MM. Laurent Barbraux, Pierre Bégault et Jean-Paul Jouary, conseillers techniques. Daniel Davisse, chef de cabinet, Antoine Porca, attaché parlementaire, M^{me} Amélie Dreyfus, attachée de presse, et M^{me} Anna Clarambourg, chef du secrétariat particulier.

• Au cabinet de M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la Justice, M. Henri Jacquemin, avocat général près la cour d'appel de Paris, est confirmé dans ses fonctions de directeur adjoint de cabinet. Il en est de même pour M. Pierre Lyon-Caen, directeur adjoint de cabinet ; pour MM. Hubert Dujardin, Jean Favard, Jean-Pierre Pech, M^{me} Marie-Françoise Petit et M^{me} Marie-Françoise Petit, comme conseillers techniques ; pour M. Charley Chetrit, chargé de mission ; pour M. François Toubol-Fischer, comme attachée parlementaire ; et pour M^{me} Martine Demis-Linton, comme chef de cabinet.

• Au cabinet de M. Claude Cheysson, ministre des relations ex-

érieures, M. François Scheer est confirmé dans ses fonctions de directeur de cabinet.

• Au cabinet de M. Laurent Fabius, ministre de l'intérieur et de la recherche, MM. Louis Schweitzer, directeur de cabinet, et Olivier Maréchal, chef de cabinet sont reconduits dans leurs fonctions, fonctions qu'ils occupaient précédemment au ministère de l'agriculture. M. Gérard Ganser est nommé directeur adjoint de cabinet.

• Au cabinet de M. Georges Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, M. Patrice Chevallier, directeur du cabinet, et M. Philippe Martin, chef de cabinet, sont confirmés dans leurs fonctions.

• Au cabinet de M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, M. Guy Matteudi, directeur du cabinet, et M. Maurice Perche, chef de cabinet, sont confirmés dans leurs fonctions.

• Au cabinet de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, MM. Jacques Sallois, directeur de cabinet, André Larqué, chargé de mission auprès du ministre, et Gilbert Estève, chef de cabinet, ont été confirmés dans leurs fonctions.

• Au cabinet de M. André Chardonnat, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes, M. Philippe Pelletier est confirmé dans ses fonctions de directeur de cabinet. M. Jean-Yves Goeau-Brissotière, précédemment conseiller technique, chargé des relations avec l'Assemblée des Communautés européennes, est nommé chargé de mission auprès du ministre. M. Fabrice Lorillon est confirmé dans ses fonctions de conseiller technique. MM. Claude Bernet et Jacques-André Pichot sont nommés conseillers techniques.

• Anne Hofmann et M. Roger Blanchard, qui était précédemment conseiller technique chargé des relations avec le Parlement français, sont nommés attachés parlementaires.

• Au cabinet de M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi, M. Jacques Latrille est nommé directeur de cabinet, fonctions qu'il occupait précédemment au ministère de la santé. Il en est de même pour M. Jacques Blache, chargé de mission (relations avec le Parle-

vres sur le travail, est nommé chef de cabinet. M. René Bidouze est confirmé dans ses fonctions de directeur de cabinet. Il en est de même pour MM. Pierre Gaborit, professeur des universités, Jean-Léon Baland, directeur départemental adjoint des P.T.T. comme conseillers techniques, pour M^{me} Martine Abrioux comme attachée parlementaire et pour M^{me} Evelyn Leroux comme attachée de presse, chargé du secrétariat particulier.

• Au cabinet de M. François Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, M. Jacques Isnardi, administrateur civil hors classe, a été nommé directeur.

• Le 3 avril 1982 à Paris, ancien directeur de l'ENSA, M. Jacques Isnardi a dirigé les cabinets de plusieurs préfets, dans des départements, entre 1968 et 1972, avant de devenir, successivement, sous-préfet de Saint-Claude (Jura), d'Avallon (Yonne) et Fougères (Ille-et-Vilaine). Depuis novembre 1981, il était secrétaire général de la commission nationale pour le logement des immigrés.

• Au cabinet de M. Daniel Benoit, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées, M. Alain Gillette est confirmé dans ses fonctions de directeur de cabinet.

• Au cabinet de M. René Souchon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt, M. Jacques Descargues, précédemment attaché parlementaire de M^{me} Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, est nommé chef de cabinet.

Une élection cantonale

HAUTE-CORSE : cantons de Fiumalto-d'Ampegani (2^e tour).

Inscr. 4 380 ; vot., 3 079 ; suffr. expr., 2 991. MM. Pierre Grimaldi, U.D.F., maire de La Porta, 2 098 voix, E.L.U. / Francis Marcantoni, P.C., 893.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Pierre-Paul Giacconi, ancien député R.P.R., maire de Primo, décédé le 7 janvier dernier. Conseiller général depuis 1973, Pierre-Paul Giacconi avait été réélu au premier tour des cantonales de mai 1982 avec 1 796 voix contre 891 à M. Georges Sarre (M. Marcantoni (P.C.) et 90 à M. Charles-Félix Giacconi (div. dr.). Il y avait eu 3 105 suffr. expr. et 2 835 votants sur 4 408 inscrits.

En premier tour de ce scrutin partiel, M. Grimaldi était arrivé en tête avec 1 142 suffrages contre 1 077 à M. Sarre (R.P.R.), 816 à M. Marcantoni (P.C.) et 90 à M. Charles-Félix Giacconi (div. dr.). Il y avait eu 3 105 suffr. expr. et 2 835 votants sur 4 408 inscrits.

En avec 70,14 % des exprimés alors que son prédécesseur l'avait emporté en mai 1982 avec 64,60 % des voix. M. Grimaldi, qui bénéficiait du désistement de candidat R.P.R., n'a pas fait le « plein » des voix de l'opposition du premier tour : son adversaire à gagner est de 191. En revanche, le représentant communiste, candidat unique de la majorité, gagne 77 suffrages d'un tour à l'autre.

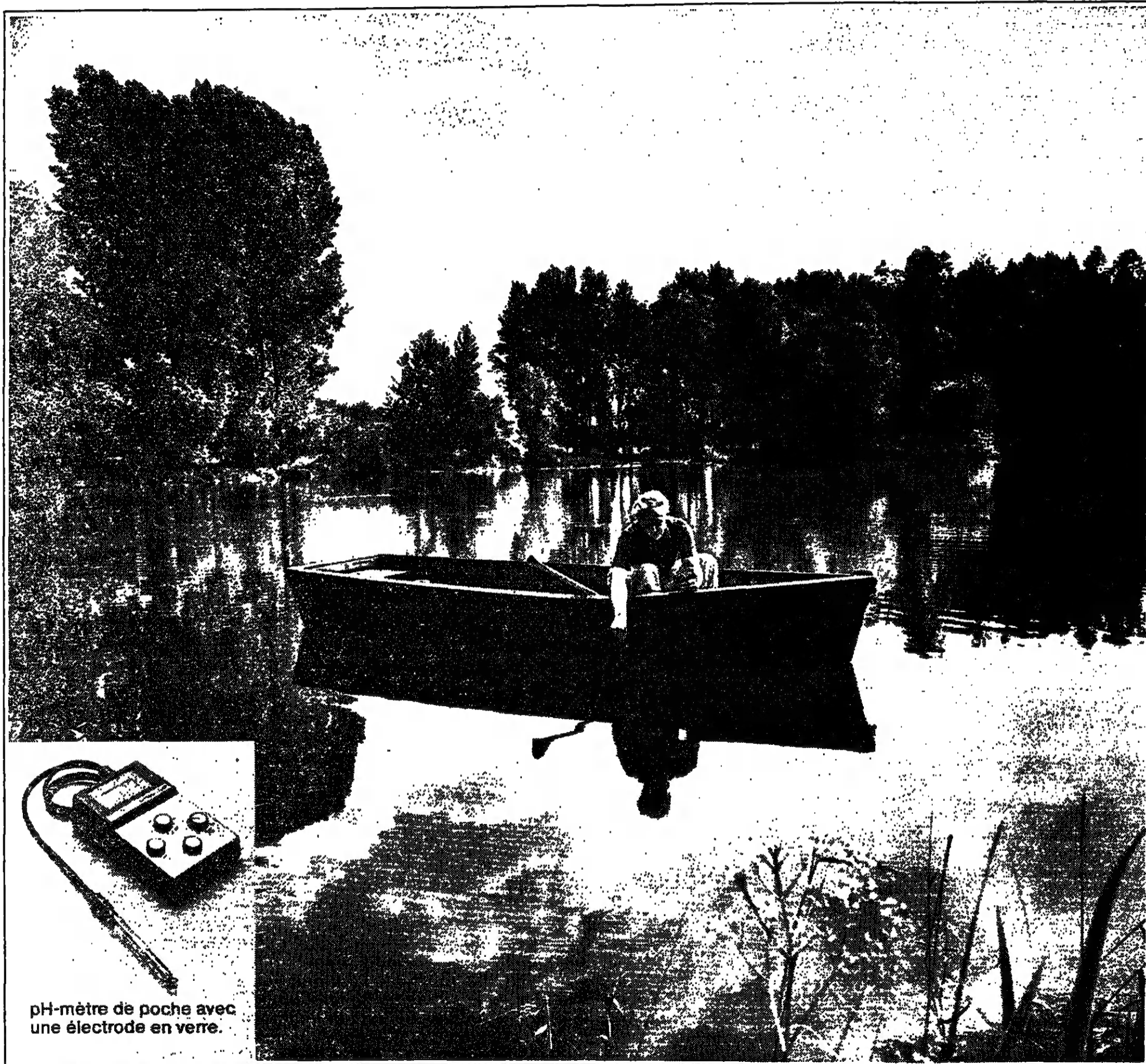
EST JUGEMENTS

محكمة القضاء

Que savez-vous du verre?

Cette eau est en danger. Un verre spécial en a fait le diagnostic.

LC818



pH-mètre de poche avec une électrode en verre.

Mesurer la valeur pH avec un pH-mètre de poche de Schott-Geräte, Hofheim, est aussi simple que de prendre une température.

Des pluies acides ou des bruines à teneur en anhydride sulfureux peuvent à la longue être dangereux pour un lac. Mais on peut y remédier. Déceler ce danger rapidement est possible grâce à un verre particulier. Avec une électrode en verre et un pH-mètre on peut mesurer la valeur pH indiquant le taux d'acidité du lac.

A l'origine le verre, puis l'électronique.

Il y a plus de 40 ans, Schott a inventé un verre qui, dans une solution liquide, comme l'eau d'un lac, produit une tension électrique. Celle-ci est directement fonction de la valeur pH de la solution. Nous avons

donc mis au point, en même temps que le verre, une électrode hypersensible et un appareil électronique, capables de mesurer de façon précise une aussi faible tension. Le verre ainsi associé à l'électronique contribue à la sauvegarde de nos plans d'eau, en les protégeant d'une hyperacidification.

Cette électrode de pH en verre n'est qu'un exemple des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées: nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

Le Groupe SCHOTT.

34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Un catalogue de plus de 50.000 articles et un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers, 92110 Clichy.



SCHOTT

Nous perfectionnons sans cesse le verre.

هكذا من الأصل

P E

Deux textes sur les retraités

Le passage de la vie active à la vie de retraite constituait l'un des grands thèmes de discussion des assises nationales des retraités et des personnes âgées qui se sont déroulées au Palais des congrès de Paris jusqu'au 1^{er} avril. Les participants ont discuté notamment d'un nouveau rapport de M. Pierre Laroque, président honoraire de la section sociale du Conseil d'État, et d'une étude de MM. Gérard Adam et Claude

Neuschwander sur l'attente des retraités face à notre société. Le premier esquisse une stratégie à moyen et long terme, le second constate un effort dans le domaine des ressources, mais reflète le souhait d'une amélioration des structures d'accueil.

JEAN BENOÎT.

Une cessation d'activité préjudiciable

AINS que l'auteur s'en explique dans un avant-propos, le rapport de M. Pierre Laroque s'engage à lui-même et les membres de son groupe de travail, qui y ont participé à titre strictement personnel (1). Car beaucoup de choses ont changé, en France et dans le monde, depuis la demande qui avait été faite à M. Laroque en 1980, par le gouvernement de l'époque, de procéder à une réflexion sur « les moyens de développer pour les différentes catégories professionnelles la possibilité de passer progressivement du travail à temps plein à la retraite ».

Après le 10 mai 1981, M. Laroque s'était vu confirmer sa mission, mais il note que la crise économique actuelle et le changement important qu'elle entraîne conduisent les pouvoirs publics, comme les partenaires sociaux, à favoriser la cessation d'activité professionnelle des travailleurs à des âges de plus en plus bas, alors que bien souvent cette cessation d'activité, selon lui, « non seulement ne serait pas justifiée par l'état physique et psychique des intéressés, mais peut être très défavorable à l'évolution de cet état ». Le groupe de travail a été « pleinement conscient » que la solution même du problème qui lui était posé implique des orientations « difficilement compatibles avec les nécessités de la conjoncture ». Soucieux néanmoins de remplir sa mission, il a été amené

à considérer qu'il devait tenter de définir une politique valable non pour le court terme, mais pour le moyen terme. En somme, une stratégie pour l'après-crise.

Le groupe de travail a donc procédé à une large enquête en France et à l'étranger auprès de nombreuses administrations, organisations professionnelles et institutions intéressées. Il déplore toutefois l'absence du C.N.P.F., qui, « malgré l'invitation qui lui a été faite, n'a pas cru devoir faire connaître son point de vue, ni verbalement ni par écrit ».

On observera d'autre part que le rapport, achevé fin 1981, n'est publié qu'aujourd'hui. Il s'inspire en partie, dans son système d'analyse, du premier rapport Laroque de 1962, où la commission d'étude des problèmes de la vieillesse dénonçait déjà l'erreur communément admise d'une division de l'existence en trois âges : la jeunesse, consacrée à l'éducation ; l'âge adulte, correspondant à l'exercice d'une activité professionnelle, et la vieillesse, âge de l'inactivité.

« Les données de la science, déclare le rapport, soulignent sans cesse l'avantage que le vieillissement de l'individu est un processus continu qui combine un déclin des aptitudes naturelles débutant dès la jeunesse avec le développement des acquisitions de l'expérience ». L'adaptation de l'activité profession-

nelle à l'homme « appelle une politique globale de l'emploi, combinée avec des solutions individualisées évaluant pendant tout le cours de l'existence de chacun » ; elle implique « des mutations successives » pour réaliser à chaque étape de la vie la meilleure adaptation possible à la fois économique (le meilleur rendement du travail) et sociale (le bien-être de chaque travailleur) et l'épanouissement par le travail lui-même de ses possibilités propres de chacun. Mais toute solution proposée pour favoriser la transition de la pleine activité professionnelle à la retraite « ne peut être qu'imparfaitement efficace si elle ne s'appuie pas sur une politique globale de l'emploi qui, par des mutations successives et la combinaison d'une action médicale et d'un effort éducatif permanent, préparerait les intéressés aux changements qu'exigerait leur avancement en âge ».

Dans ses conclusions, le rapport réaffirme que, à l'approche de la vieillesse, il ne devrait pas y avoir de rupture, mais mutations et transitions successives, afin de faciliter l'adaptation de l'homme âgé à sa nouvelle condition.

Le groupe animé par M. Laroque propose en conséquence : avant l'ouverture du droit à la retraite, le développement d'un dispositif conventionnel de compensation du revenu perdu et, à compter de cet âge (60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes), l'institution d'une « pension partielle » aux retraités occupant un emploi à temps partiel, pour offrir un substitut à la garantie de ressources.

Éviter la rupture

Dressant un bilan des expériences de retraite progressive existant notamment dans les pays nordiques, le rapport souligne que, en France, ces expériences ne se font pas comme en Suède, par exemple, sur la base d'une législation, mais de dispositions de nature conventionnelle, accordées d'entreprise ou plus rarement de branche — dont le bilan quantitatif apparaît « relativement

(1) MM. Thierry Béanger, Paul Hequet, François Lagrange, Michel Lucas, M^{me} Geneviève Seauw, M. Jérôme Vignat ; les fonctions de rapporteur ont été confiées à M. Olivier Schramm, auditeur au Conseil d'État, assisté par M^{me} Claire Aubin, administrateur civil, qui a en outre assuré auprès de M. Pierre Duffé le secrétariat du groupe et la liaison avec la direction de la sécurité sociale. Le rapport a été rédigé par M^{me} Virginie Ogé.

C'est le changement de statut qui fait la vieillesse

LE secrétariat d'État chargé des personnes âgées avait demandé une enquête auprès des retraités à M. Claude Neuschwander, assisté de M. Gérard Adam, et de l'équipe de la société coopérative ouvrière de production TEM. Cette enquête a été menée sous forme de longs entretiens avec cent quarante interlocuteurs — personnes âgées et professionnels du secteur — en janvier et février 1983.

Ces interviews, non directives, portaient sur la connaissance, le jugement, les attentes des retraités et personnes âgées face au vieillissement et aux attitudes de la société française en ce domaine. Des observations percutantes ont été recueillies. Les auteurs réfutent tout d'abord le vocable « troisième âge », car ce n'est pas l'âge qui fait la différence : « Ce n'est pas l'évolution naturelle qui fait passer de l'âge mûr à la vieillesse, c'est d'abord le changement de statut : notre société véhicule une forme de véritable « racisme » à l'égard de ceux qui ne travaillent plus ; notent-ils plus ou moins que ses victimes adhérent, même à leur corps défendant, à ses critères en se reconnaissant d'une certaine manière inutiles ou, pire, inutiles. Symptôme d'une société qui s'aimerait productive, et où l'efficacité ronge le sentiment ».

Pour cette société-là, c'est donc l'emploi, c'est-à-dire l'utilité sociale, qui matérialise le passage de l'âge

actif à la vieillesse. Pour les personnes concernées, c'est aussi et même davantage, notent MM. Adam et Neuschwander, le double critère de la santé d'abord, de l'autonomie ensuite, qui caractérise leur statut et définit la frontière fragile du domaine de la liberté qui leur reste, et qu'ils défendent.

L'appréhension de la maison de retraite, antichambre de la mort et symbole de l'existence assistée, montre bien où se situent leurs angoisses, et donc leurs priorités. « Mais au fond des choses, ajoutent les auteurs du rapport, c'est la place de la mort dans notre société qui est en cause : ou plutôt l'absence de place : notre société ignore la mort et la refuse ; la jeunesse y est exaltée de façon presque mythique, les effets de l'âge y sont gommés ou dissimulés ; les personnes âgées qui symbolisent l'échec de cette lutte, finissent par être « parquées » dans un « no man's land » neutralisé (...). Au lieu de leur reconnaître leur place due à l'expérience et à un autre sens du temps, on les assiste ou on les ignore ; leur affectivité — recevoir ou donner de l'affection — est méprisée ; leur sens de la vie — rester utiles — est rejeté ».

Que leur reste-t-il ? Survivre, en gérant le moins possible. « A propos de la politique menée en faveur des personnes âgées, le rapport note un effort en matière de ressources mais « pas de grands chan-

gements » pour le reste. L'État est loin et même une politique trop globale.

Les enquêteurs ont notamment interrogé le personnel des caisses de retraite. Une grande partie de ce personnel reproche au gouvernement de prêter « des mesures coûteuses, au financement incertain », ce qui se traduit en matière de retraites ou en matière d'action sociale. Concerné au premier chef par la possibilité, depuis le 1^{er} avril, d'une retraite à soixante ans à taux plein, ce personnel se déclare inquiet pour l'avenir : « Nous ne savons pas si nous pourrions tenir le choc », déclare un responsable des relations extérieures de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés à Paris. « On a créé des postes d'aidé-ménagère mais on n'a pas d'argent pour les payer », ajoute le responsable d'une mutuelle de Clermont-Ferrand.

Qui va payer ?

Cette question : « Qui va payer ? » marque aussi, pour les personnes interrogées, un certain sentiment d'impuissance en face de décisions politiques qu'elles ne maîtrisent pas et qu'elles doivent subir. Le corollaire est l'affirmation : « L'argent ne résout pas tout », comme le déclare la directrice d'une caisse de retraite de Paris.

Quant à ce concurrent redoutable qu'est le Japon, c'est la plus mauvaise pratique que de négocier avec lui des restrictions volontaires de ses ventes dans le Marché commun. Quand les Américains ont obtenu ces limitations sur les automobiles japonaises, les voitures se sont reportées vers l'Europe ; quand l'Europe réagit, on les retrouve en Afrique, et la France a perdu ce marché. Il est temps de regarder, même si ce n'est pas à travers des restrictions quantitatives et des subventions gouvernementales, comment fonctionne le commerce extérieur japonais : quelles marges prennent les sociétés commerciales sur les importations pour en réduire le volume et amasser des profits, d'où elles tirent le moyen d'abaisser les prix sur leurs ventes au dehors par rapport aux prix intérieurs japonais ? Une plainte générale au GATT sur ces pratiques de dumping rétablirait une concurrence normale, non seule-

Jugée coûteuse, la politique de la vieillesse est aussi jugée inadaptée aux besoins des personnes âgées. Pour la quasi-unanimité des personnes interrogées, le maintien à domicile doit être prioritaire. Il existe cependant de très nombreux cas où la maison de retraite est nécessaire et où certaines personnes âgées très malades doivent entrer à l'hôpital. Ces deux structures sont jugées sévèrement partielles, en raison des « équipements mal adaptés aux besoins », héritage, ô combien déplorable, du passé.

Le rapport préconise une action apportant aux personnes âgées les moyens d'être autonomes et de s'insérer dans la « vie sociale réelle ». D'abord par le maintien dans leur habitat, à condition qu'il ne soit pas vétuste ou inadapté ; ensuite par le mixage des générations et par « l'intégration du médical à la vie quotidienne ».

En résumé, il faut que l'État se donne les moyens d'une réelle politique de maintien à domicile. Pour la plupart des personnes interrogées, c'est là que réside peut-être la plus grande originalité des entretiens avec le personnel des caisses de retraite — le plus grand problème, c'est celui de l'utilité sociale des personnes âgées, et non celui des retraites. Le rapport conclut : « Il faut donner aux personnes âgées les moyens d'être autonomes, de se prendre en main ».

Ne plus pénaliser les entreprises

(Suite de la page 7.)

La difficulté qui se présente pour que soit opérée cette substitution est d'ordre comptable.

La recette supprimée — le ou les points de cotisations sociales des entreprises — et la ressource de remplacement — une majoration de la T.V.A. par exemple — n'ont pas actuellement la même destination. La première est affectée aux organismes de sécurité sociale, la seconde est une recette de l'État. On comprend très bien que l'État ne veuille pas abandonner à la Sécurité sociale, ne serait-ce que pour une faible fraction, un impôt qui constitue sa principale ressource.

Ca problème qui, tout en étant de forme, met en jeu des principes de fond, doit pouvoir être résolu par la constitution d'un « fonds » qui serait géré comme un compte spécial du Trésor et par lequel transiteraient les recettes budgétaires se substituant aux « points » de cotisations sur les salaires qui, de cette manière, ne seraient pas affectés à la Sécurité sociale mais couvriraient des dépenses prises en charge par ce compte spécial et considérées comme devant être assumées par l'État.

Un exemple

Nous nous proposons d'éclairer le débat en prenant un exemple, celui du secteur de l'automobile.

Pour cette industrie, on admet que 1 point de T.V.A. compense 3,5 points de charges sociales.

Si nous procédions à une diminution de charges de 4 points, ce qui est notre suggestion, on peut donc considérer qu'elle doublerait largement 1 point de T.V.A. (qui, par l'intermédiaire de la contribution budgétaire, en forme le contrepartiel).

Donc, le producteur pourra réduire son prix de revient de 1 point ; le prix de vente, ainsi réduit, sera à son tour augmenté de 1 point, et l'acheteur paiera exactement le même somme. Sur le marché intérieur, il n'y aura aucun changement, donc ni répercussion sur l'indice des prix ni le moindre effet inflationniste.

En revanche, deux effets favorables se produiront. Une voiture étrangère qui, jusque-là, coûtait, par hypothèse, le même prix, coûtera 1 % de plus. Une voiture française exportée rapportera au producteur 1 % de plus (par diminution du prix de revient, la T.V.A. n'étant pas exigible à l'exportation), qui lui permettrait soit de diminuer son prix de vente à l'étranger s'il en ressent la nécessité, soit (préférablement, à notre avis) d'améliorer ses réserves et son potentiel d'investissement.

La mesure que nous préconisons ne peut nullement être mise de production et encourir les critiques de nos partenaires étrangers. Une formule qui n'est pas typiquement socialiste, mais qui permet d'éviter la régression sociale.

Nous ne présentons pas cette suggestion comme une recette miraculeuse, susceptible de régler d'un seul trait l'ensemble du problème. Une telle recette n'existe pas sauf pour ceux qui se laisseraient prendre aux charmes archaïques du protectionnisme ou de la déflation. Cette première réalisation pourrait d'ailleurs être renforcée et portée au double (7 à 8 points de cotisations) ; — soit dans une seconde étape, si la première est justifiée par l'expérience ;

— soit dès maintenant, grâce à une contribution budgétaire plus élevée, sans recours à un supplément de T.V.A. ; cette contribution peut en effet être compensée par d'autres moyens, notamment par l'économie

budgétaire qui résulterait de la hausse (économiquement rationnelle) des tarifs des services publics déficitaires.

Le gouvernement doit peser une considération non négligeable pour lui. Le transfert de financement n'est pas une solution socialiste, mais c'est une solution sociale, et qui tourne le dos à une formule qui, elle, est antisocialiste et antisociale : à savoir, la vieille pharmacopée de droites, déjà démodée en 1935, du temps de Pierre Laval, mais dont cependant certains esprits persistent à ressasser le slogan : « Les Français consacrent trop ». Evidemment, si l'on diminue le pouvoir d'achat, les Français achèteront moins à l'importation, mais ils achèteront aussi moins en France, et cette perspective ne paraît pas exaltante.

En réalité, les Français ne consomment pas trop, ils ne consomment pas assez. En tout cas, de marchandises françaises, dont la production est extensible. Précisons : il ne s'agit pas de favoriser artificiellement l'augmentation des achats français, il s'agit de les dépenaliser, et en même temps, de dépenaliser l'emploi.

Sans examiner les autres mesures qui, associées à celles-ci, pourraient constituer une politique d'ensemble, nous nous limiterons à deux observations générales, auxquelles peut-être le souvenir d'une gestion de trente mois (1), caractérisée par l'expansion sans inflation, donnera quelque crédit.

1) Dans le prolongement du développement ci-dessus, il faut se garder de porter atteinte à la consommation des ménages, qui conditionne le maintien de l'activité économique et, à plus forte raison, sa relance.

En revanche, il est recommandable de réduire les consommations publiques et, par voie de conséquence, le déficit budgétaire (fût-ce pour le reporter sur des dépenses favorisant le rééquilibrage comme celle indiquée ci-dessus). La meilleure méthode consiste non pas à supprimer des crédits qui ont généralement leur justification, mais à en geler une certaine portion (s'agissant bien entendu des chapitres pour lesquels cette procédure est concevable) avec la perspective de les décaler si les circonstances le permettent.

Cette effort est sans doute difficile, mais il n'est pas impossible. Nous avons parfois entendu dire, notamment dans les assemblées parlementaires : l'État fait un effort exceptionnel, il augmente tel ou tel secteur de x %. Ce n'est pas l'État qui fait cet effort, c'est l'économie, et au-delà d'une certaine charge elle pèse sous le fait. Il ne doit y avoir, dans ce domaine, aucun tabou ; même les dépenses de la sécurité ne seront rentables que si l'économie française est protégée contre la laideur.

2) Il faut stimuler, d'une façon générale, la vie des entreprises au lieu de la décourager, il ne faut pas hésiter à aller à contresens des politiques restrictives qui sont à la mode des médecins de Molière, et, notamment, il faut desserrer, fût-ce de façon sélective, l'encadrement du crédit, il faut agir sur le coût du crédit et sur le loyer de l'argent. En résumé, il ne faut pas croire que l'on peut maintenir un taux d'inflation inférieur à 10 % si le pourcentage d'évaluation de la masse budgétaire et le taux de l'intérêt des prêts économiquement utiles se maintiennent très nettement au-dessus de la première décimale.

EDGAR FAURE.

(1) M. Edgar Faure a été ministre de l'économie et des finances de juin 1953 à janvier 1955 (successivement sous les gouvernements Laniel et Mendès France), puis président du conseil de février 1955 à janvier 1956.

Pour un rééquilibrage sans récession

(Suite de la page 7.)

Alors qu'Allemands ou Japonais font tout pour vendre, les entreprises françaises attendent qu'on leur achète. Les banques françaises ont développé un extraordinaire réseau international. Ne peut-on leur demander de faire ce qu'ont fait longtemps les banques allemandes, d'instaurer partout où elles sont installées des bureaux communs d'information qui transmettraient, avec des moyens infiniment plus larges et plus efficaces que les conseillers commerciaux, des informations sur les marchés qui s'ouvrent et sur les partenaires avec lesquels on peut traiter ?

Si le déséquilibre extérieur français se prolonge depuis trois ans, si la crise des échanges a été brutale, c'est que le système monétaire européen comporte une grave lacune. Il ne possède aucun instrument de stabilisation à l'égard des monnaies extérieures. Quand le dollar baisse, le mark monte : des tensions se produisent, aucune monnaie ne peut le suivre. Il a suffi d'une élection allemande, bien que le ministre de l'économie soit le même d'Helmut Schmidt à Helmut Kohl, pour provoquer une cristallisation subite. Un fonds de stabilisation doit compléter le système monétaire.

Le domaine agricole exige une réforme qui ne peut être refusée de bonne foi par nos partenaires. On accepte la concurrence par le change dans l'industrie, on la limite dans l'agriculture : les montants compen-

satoires évitent des hausses de prix dans les pays qui dévaluent, des chutes de revenus dans ceux qui révaluent. Mais ils ne se contentent pas d'annuler le jeu du marché, ils le font fonctionner à l'envers. Les agriculteurs chers obtiennent une protection complète de leurs prix sans correction pour les économies qu'elles font sur les produits d'exploitation importés : machines, pétrole, aliments du bétail. Aussi, ce sont ceux qui obtiennent artificiellement des moyens plus puissants de développement.

Ces mécanismes gonflent les dépenses agricoles dont la moitié va au soutien du lait : les excédents sont dus, non à la production sur herbe, mais aux tourteaux obtenus à bon compte par les pays qui ont relevé leurs taux de change. S'il est possible de manipuler des taxes et des subventions sur les produits, il est aussi facile de taxer les produits d'exploitation importés, en cas de réévaluation, de les subventionner, en cas de dévaluation ; on ramènera la protection à celle de la valeur ajoutée. Le revenu des agriculteurs français serait relevé par un mécanisme moins contraire que la hausse des prix à la lutte contre l'inflation et ils retrouveraient une part plus large des marchés.

Il ne s'agit pas de mauvais mais de rappeler les règles qui gouvernent les prix dans le Marché commun. Les ventes dans d'autres pays membres doivent se faire au prix intérieur du pays vendeur. Leçon à re-

tenir pour les industriels français qui seraient tentés d'augmenter leurs marges sur l'exportation au lieu d'en accroître le volume. Mais leçon aussi pour les industriels d'autres pays membres qui seraient tentés de maintenir leurs débouchés en France en consentant, comme ils disent, des sacrifices : ce ne sont pas autre chose que des prix d'exportation inférieurs à leurs prix internes, c'est-à-dire une pratique ouverte de dumping.

Les pratiques du Japon

Quant à ce concurrent redoutable qu'est le Japon, c'est la plus mauvaise pratique que de négocier avec lui des restrictions volontaires de ses ventes dans le Marché commun. Quand les Américains ont obtenu ces limitations sur les automobiles japonaises, les voitures se sont reportées vers l'Europe ; quand l'Europe réagit, on les retrouve en Afrique, et la France a perdu ce marché. Il est temps de regarder, même si ce n'est pas à travers des restrictions quantitatives et des subventions gouvernementales, comment fonctionne le commerce extérieur japonais : quelles marges prennent les sociétés commerciales sur les importations pour en réduire le volume et amasser des profits, d'où elles tirent le moyen d'abaisser les prix sur leurs ventes au dehors par rapport aux prix intérieurs japonais ? Une plainte générale au GATT sur ces pratiques de dumping rétablirait une concurrence normale, non seule-

ment sur le marché communautaire mais sur l'ensemble des marchés mondiaux.

Plus généralement, on évitera un protectionnisme indiscriminé mais on rendra au libre-échange sa signification en revenant aux principes des accords d'après guerre. Il n'est pas une fin en soi, mais un moyen de croissance plus rapide et de niveau de vie plus élevé. La Charte de la Havane, dont les prémisses sont reprises dans le GATT, exige que les salaires soient assortis à la productivité : c'est une condition qui n'est pas assurée quand ils sont fixés par des régimes répressifs. L'acte de Bretton-Woods autorisait des discriminations contre des pays qui provoquent des excédents systématiques, qui donc forcent les autres à la déflation et ne maintiennent leurs emplois qu'en les volant aux autres.

Tels sont quelques-uns des moyens d'un rééquilibrage par une reconquête des marchés au lieu d'une déflation aveugle.

Au recul subi dans les élections municipales, on a paru donner des explications contradictoires, les uns accusant les déséquilibres de la gestion, les autres des retards dans les changements qui touchent la vie quotidienne. A cette double attente, la réponse est unique : des réformes tendues vers la réduction des inégalités par des mécanismes qui, loin de dégrader l'économie, la feront au contraire mieux fonctionner.

PIERRE URI.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

ENTREPRISE NATIONALE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES

Complexe d'Emballages Métalliques

KOUBA

Avis d'appel d'offre international ouvert N° KDU 02/83

Un avis d'appel d'offre international est lancé pour la fourniture de :

- Lot N° 1 : 281 Tonnes de plomb en lingots titré à 99,99 %.
- Lot N° 2 : 10 Tonnes d'étain pur en lingots titré à 99,99 %.
- Lot N° 3 : 100 Tonnes fil de zinc 3/16" Ø 4,76 mm.

L'offre de prix est à établir sous forme de factures pro format en huit (8) exemplaires en C/F Alger et en FOB.

Les soumissionnaires intéressés doivent adresser leur offre sous double pli cacheté, l'enveloppe extérieure neutre devra porter : Appel d'offre N° KDU 02/83. Lot N°... et désignation : à ne pas ouvrir à EMS ex SNS Complexe d'Emballages Métalliques BP 93 KOUBA ALGER.

Les offres doivent en outre être obligatoirement accompagnées des documents suivants :

- Soumission ;
- Déclaration à souscrire ;
- Attestation d'exclusion d'intermédiaire.

La date limite de réception des offres est fixée à 30 jours après la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 60 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

هكذا من الأصل

LES CLEFS DE LA CONJONCTURE

Les investissements ne reprennent toujours pas

EN mars, les résultats publiés aux États-Unis et en Allemagne ont continué à nourrir les espoirs. L'annonce d'une baisse de 5 dollars du prix du baril des a renforcés. Maintenant qu'une « certaine » reprise semble assurée, il s'agit de savoir si elle pourra être maintenue suffisamment. A cet égard, le test décisif sera le retour de l'investissement privé et productif.

Aux États-Unis, seul le bâtiment est fortement reparti en janvier (+ 33,4 % pour les mises en chantier de logements), le chiffre de février (+ 2,9 %) venant consolider ce résultat à un rythme annualisé de 1 756 000 logements, conséquence de la considérable baisse de taux d'intérêt. En revanche, bien que le baromètre de février des directeurs d'achat ait marqué une nette amélioration économique, les chefs d'entreprise ne sont pas prêts d'augmenter leurs dépenses d'équipement. C'est ce qui ressort de l'étude du département du commerce, qui prévoit à nouveau pour

1983 une baisse en volume de 3,8 % (après un - 5,5 % en 1982), ainsi que celle de Mc Graw-Hill, qui annonce un recul de 2,9 %.

Ces prévisions contrastent avec celles relatives à l'activité (de 3 à 5 %). Contrairement au bâtiment, les investissements industriels ne se contentent ni d'une baisse des taux d'intérêt ni d'espoirs. Il faut que les chefs d'entreprise soient également sûrs que la reprise se poursuivra suffisamment de manière à saturer les capacités actuelles. Toutefois, le taux d'utilisation, bien que croissant, n'est encore que de 68,5 % en février. Il leur faut ensuite disposer de moyens de financement, surtout en fonds propres, ce qui suppose bénéfices et apurement des bilans.

En Allemagne aussi, c'est le bâtiment, favorisé par les réductions répétées des taux d'intérêt, qui ouvre la reprise. En revanche, les investissements productifs ne sont pas encore prêts de se développer, malgré quelques signes favorables : ainsi

l'augmentation de 4 % de la production industrielle de janvier est due à la construction d'un (+ 4 %), mais aussi aux biens d'équipement (+ 6 %). Les déclarations optimistes se multiplient après les élections. L'IFO, l'institut de conjoncture de Munich, tout en mettant en garde contre la confusion entre meilleur climat et reprise, estime néanmoins que celle-ci est proche. Dans son rapport de février, la Bundesbank remarque que la propension des entreprises allemandes à investir augmente, mais qu'elle est encore freinée par le manque de moyens propres, conséquence de la récession.

La baisse du prix du pétrole devrait accélérer le redressement. Cependant, ce qui est vrai en général ne l'est pas pour les nombreuses sociétés qui exportent vers les pays de l'OPEP et qui craignent de la baisse du prix du baril sur leurs commandes, comme l'a souligné Hans Friedrich, président de la Dresdner Bank, au cours de sa conférence de presse an-

nuelle. Voilà une incertitude qui n'est pas favorable aux investissements.

Alors que les États-Unis et l'Allemagne voient leur économie repartir, le Japon connaît depuis peu la situation inverse, sous l'effet du recul de ses exportations et des mesures restrictives prises par les pays clients. Les mises en chantier de logements remontent pourtant. En revanche, les investissements des entreprises, qui avaient augmenté encore un peu en 1982 (+ 1 %), sont maintenant menacés par le marasme. D'après la Japan Development Bank, ceux des industries manufacturières devraient reculer de 5,3 % sur l'exercice 1983, ce qui serait la première baisse depuis cinq ans. Plusieurs indices montrent que cette crainte est justifiée. La production japonaise de machines-outils, notamment, a reculé pour la première fois depuis 1976, et même considérablement à la fin de 1982 (- 20 %).

Il est vrai que, globalement, la baisse du prix du baril devrait apporter ici aussi un moyen de se tirer de l'ornière : le MICI, le ministère de l'Industrie et du Commerce international, a chiffré l'effet à près d'un demi-point de croissance supplémentaire. Mais, tout comme en Allemagne, nombre d'industriels craignent pour leurs exportations vers les pays de l'OPEP en cas de chute trop forte du prix du pétrole. Par ailleurs, beaucoup estiment qu'en raison des mesures restrictives de Washington elles ne pourront pas profiter, comme dans le passé, de la reprise américaine. Incertitudes qui hypothèquent les investissements japonais.

La Grande-Bretagne se trouve, elle, sur le chemin de la reprise, mais elle n'arrive pas à l'« accrocher ». La baisse du prix du pétrole a entraîné un fort recul de la livre, qui favorise les exportations. Cependant, elle menace aussi les résultats si chèrement acquis contre l'inflation et pourrait obliger à relever les

taux d'intérêt. Si les mises en chantier de logements ont nettement augmenté, les investissements ne se sont pas développés dans les industries manufacturières (baisse de 1 % sur le quatrième trimestre 1982), et la croissance prévue pour 1983 (+ 2 %) ne sera pas suffisante pour les relancer.

Plus difficile apparaît le cas de la France. Les mises en chantier de logements, en augmentation presque partout ailleurs, sont ici en fort recul (- 14 % en 1982). Les investissements privés, loin d'être stimulés par la relance de 1981, ont baissé (- 7 % en 1982 d'après l'INSEE), ce qui n'est pas étonnant, vu les marges faibles des entreprises et le climat économique. Les prévisions faites récemment pour 1983 ne sont guère meilleures (le Crédit national annonce un recul de 2,6 %). Avec le nouveau plan d'austérité, la chute risque d'être encore plus forte.

MAURICE BOMMENSATH.

	RÉSULTATS DE GESTION COMPARÉS				
	Taux de croissance	Prix	Emploi	Échanges	Capacité de production
FRANCE	---	---	---	---	---
ALLEMAGNE	-	++	---	++	-
GRANDE-BRETAGNE	+	++	---	-	-
ITALIE	-	---	---	---	---
ÉTATS-UNIS	+	++	---	-	---
JAPON	-	++	-	+	-

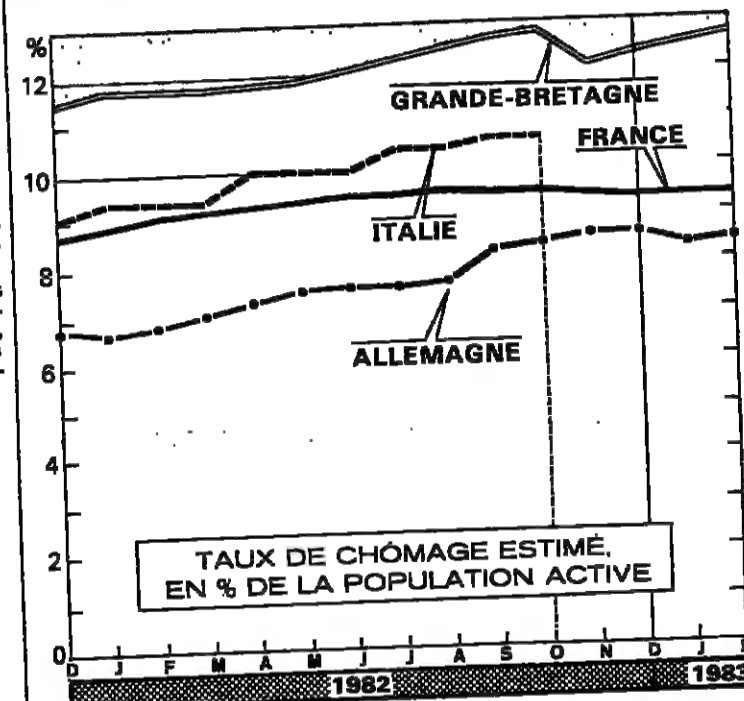
+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre --- mauvais ---- très mauvais --- tendance précédente

Le panorama des résultats de gestion comparés des six principaux pays industrialisés de l'O.C.D.E. est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens, avec la participation de Cigso-Economica.

Ont été sélectionnés cinq indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, points de production et investissement).

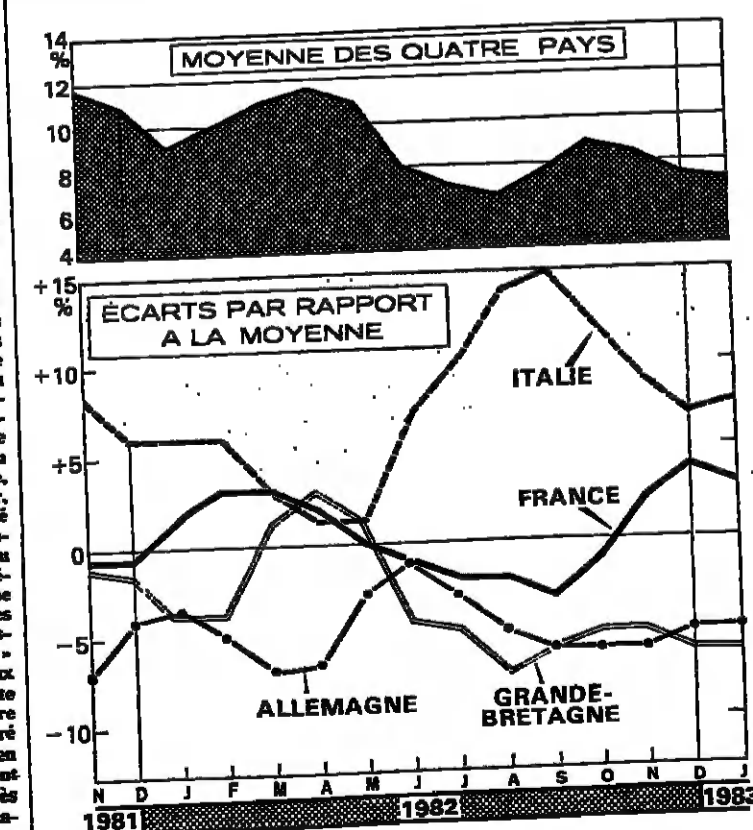
CHOMAGE : stabilité en France

Entre janvier et février 1983, le taux de chômage par rapport à la population active (après correction des variations saisonnières) est resté stable à 9,4 % en France. Il a augmenté de 8,35 % à 8,45 % en Allemagne (en chiffres bruts, il est de 10,4 %) et de 12,5 % à 12,7 % en Grande-Bretagne.



PRIX : toujours un fort écart entre France et Allemagne

L'inflation moyenne des quatre grands pays européens, calculée sur décembre-février et annualisée, a encore une fois reculé de 7,4 % à 7,1 %. En Allemagne, le rythme est tombé à 2 % et en Grande-Bretagne à 1,2 %. Mais, en France, on est encore à 10,5 % (contre 11,8 % en Italie à 14,5 % (inchangé)). Calculée sur les douze derniers mois, l'inflation a été de 3,7 % en Allemagne, de 5,3 % (en légère hausse) en Grande-Bretagne, de 9,2 % en France et de 16,4 % en Italie.



PRODUCTION INDUSTRIELLE : début de remontée en Allemagne et stagnation en France

Calculée sur novembre, décembre et janvier, comparée aux trois mois précédents, la production industrielle a évolué en sens différent en France, où elle est passée de la croissance à la stagnation, et en Allemagne, où elle paraît près de progresser à nouveau (de - 4 % à 0 %). En Grande-Bretagne, elle reprend un peu (+ 2 %), alors qu'en Italie la chute se ralentit sensiblement en ce début de 1983 (de - 6 % à - 4 %).

LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

A la fin mars 1983

	Notes	Indicateurs	Rythme des 3 derniers mois annualisé (%)	Évolution sur 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITÉ :	(+)	Production industrielle	- 0 %	- 1 %	127	janv. 83
		Importations en volume	+ 2 %	- 5 %		déc. 82
		Consommation (1)	- 6 %	- 1 %		févr. 83
		Exportations en volume	+ 14 %	- 4 %		déc. 82
INVESTIS. :	(--)	Investissements entrep. (2)	-	- 7 %		Éq. déc. 82
		Taux util. capac.	-	-	81,5 %	4° tr. 82
EMPLOI :	--	Demandes d'emploi	- 4 %	- 3 %	2 020 M	févr. 83
		Taux de chômage	-	-	9,40 %	févr. 83
		Durée de chômage	+ 8,2 mois	+ 0,9 mois	9,4 mois	févr. 83
		Effort	+ 0,4 %	+ 0,2 %		janv. 83
		Durée du travail hebdomadaire	- 0,2 h	- 1,1 h	39,2 h	janv. 83
PRIX ET SAL. :	--	Prix de détail	10,5 %	9,2 %	6,7 %	févr. 83
		Salaires horaires	17,9 %	12,6 %	4,2 %	4° tr. 82
		SMIC horaire	15,2 %	12,9 %	21,82 F	févr. 83
BALANCE :	(--)	Résultat bal. com.	-92,7 MF	-97,5 MF	-7,6 MF	févr. 83
		Taux de convert.	-	-	87,4 %	févr. 83
		Résultat balance	-96 MF	-75,2 MF	-24 MF	févr. 83
		Paielements cour.	+ 6 %	+ 2,5 %		3° tr. 82
		Déficit, prix (3)	-	-		févr. 83
FRANC :	(--)	Dollar/franc	+ 4,3 %	+ 18,1 %	7,25 F	fin mars 1983
		DM/franc	+ 5,7 %	+ 16,3 %	1,00 F	
		Taux int. B.	0 %	- 2,8 %	12,875 %	
		Taux base banc.	- 0,50 %	- 1,75 %	12,25 %	
		Taux oblig. pch.	- 0,95 %	- 2,20 %	15,30 %	
QUELQUES CHIFFRES-CLÉS :		PIB	1981	3 100 MF		
		BUDGET	1982	782 MF		
		SMIC	mars 1983	3 640 F (pour 173 h 33)		

(1) Consommation de produits industriels ménages.
(2) Estimation d'après l'enquête INSEE.
(3) L'écart des prix français est calculé par rapport à la moyenne des prix des six pays : États-Unis, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon et France.
(*) Les chiffres des trois derniers mois marqués de ce signe sont annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres des douze mois. Tous les chiffres sont corrigés des variations saisonnières.
MF = Milliards de francs ; M = Millions.
Notes : +++ excellent ; ++ bon ; + assez bon ; - médiocre ; -- mauvais ; --- très mauvais. Entrée parenthèses, notes du mois précédent.

Le Monde

culture

PHOTO

Jean-Pierre Sudre
et Jean Dieuxaide
à Beaubourg

Les aînés

Deux hommes, deux âges, font à l'écart, en province, un travail qui doit avoir une cordialité commune puisque les voilà réunis dans une même exposition du Centre Georges-Pompidou. L'un et l'autre évitent les hommes et préfèrent observer les choses, les bestioles, l'un et l'autre sont des artisans de la belle image, du tirage soigné.

Du côté de Toulouse, Jean Dieuxaide fait le tour du monde à l'intérieur de sa maison et guette les esprits dans les appliques, dans une fissure de plafond, dans le souvenir d'un défunt, dans un lit de feuilles mortes poussées sur une table de jardin-image si étrange avec ses bois secs et ses chaises entrecroisées, bancallement accablées - il fait surgir les fantômes blancs d'un vol de colombes prises à une lente exposition.

Jean-Pierre Sudre, en Provence, dans le voisinage de Brihat, connaît patiemment un herbier différent, insectes frêles, ossements des ailes, inversions crayonnées, libellules obsédantes projetées sur des paysages exsangues, poussés par le tirage, d'un mal éblouissant, vers la lithographie.

Ces deux aînés ont une ligne, un monde et une fidélité à eux, une obstination, une discrétion qui pourraient donner de la graine aux jeunes photographes. - H. G.

* Salle contemporaine du Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 30 avril.

■ Les rencontres internationales de la photographie seront organisées à Arles du 3 juillet au 6 août. Au programme : neuf soirées de projection publique sur écran géant dans le théâtre antique (consacrées notamment à la photo fantastique, à la photo en couleur, à Bruce Davidson, Raymond Depardon, Edward Weston, une dizaine d'expositions (dont la plus grande photo du monde (30 mètres) de peintre américain Robert Rauschenberg, une rétrospective de Balthus, des rétrospectives de Georges Glasberg, Ernesto Bozsa, le Bauhaus vu par la photographie et des portraits d'Albert Einstein) et trente-cinq stages. Renseignements et inscriptions : 16, rue des Arènes, 13200 Arles.

■ Un réalisateur québécois, Roland Paré, a remporté le Grand Prix du scénario 1982-1983 décerné par l'Agence de coopération culturelle et technique.

Lu

« Les Lumières de Paris », de Jacques Brenner

L'éducation littéraire d'un jeune provincial

Avec son *Histoire de la littérature française de 1940 à nos jours* et son *Tableau de la vie littéraire en France*, Jacques Brenner a, au cours de ces dernières années, donné matière à réflexion en nous livrant ses goûts, ses réserves, ses critiques. On a loué l'auteur comme on l'a vilipendé selon les choix et les omissions qu'il avait faits, les jugements, parfois acides, qu'il avait prononcés sur des personnalités du monde des lettres. En rééditant aujourd'hui un ouvrage publié il y a vingt ans, Jacques Brenner apporte une nouvelle pièce à son constat personnel du fait littéraire, cette fois pour les années 50.

A l'origine, les *Lumières de Paris*, publiés entre la *Tour Saint-Jacques* et la *Fête au village* (des extraits de ce dernier livre sont donnés à la fin de la présente réédition), se rattachait à une « chronique à peine romanesque », où l'auteur racontait, sous des apparences de fiction, l'expérience qu'il avait tirée des milieux littéraires. Bien qu'il ait eu alors la prudence de déguiser certains noms et qu'il n'ait pas cherché la polémique, il dut, à la suite de certaines pressions, retirer cet ouvrage du commerce peu de temps après sa sortie dans des circonstances qu'il nous raconte en détail.

Tel qu'il est aujourd'hui, dégagé de ses masques romanesques pour l'essentiel, confidence plus ouvertement avouée, les *Lumières de Paris* se présente comme l'éducation sentimentale littéraire d'un jeune provincial venu à Paris pour épancher sa passion des livres et qui, pour partager le secret des dieux, n'en fera pas moins l'apprentissage de leur ambivalence, voire de leur cruauté. Initiation humaine autant que littéraire, donc.

Au fil des pages, nous suivons l'auteur dans son difficile cheminement : recherche d'emploi

CINÉMA

L'EXPOSITION AUTANT-LARA A LYON
La morale de la forme

Le 19 octobre 1981 à Lausanne, les nombreux amis de Freddy Buache et de la Cinéma-thèque suisse célébraient un double événement : l'installation officielle de Freddy Buache dans ses meubles, un ancien casino ramené en état pour abriter deux salles de projection et les bureaux et services de la Cinéma-thèque ; et le premier hommage officiel rendu dans le monde au cinéaste le plus maudit du cinéma français, Claude Autant-Lara.

Deux livres témoignent de cette solitude, de ce combat d'un artiste soudain mis au ban de sa profession avec l'avènement de la nouvelle vague, à la fin des années 50 et au début des années 60 : *Télémaque* (éditions Alain Lefebvre, 1981) par Claude Autant-Lara, et, tout récemment, un *Claude Autant-Lara* de Freddy Buache lui-même (éditions de l'Age d'homme). A Lausanne, dans un texte au vitriol lu devant le maire de la ville et le conseiller fédéral, et reproduit par Freddy Buache, Autant-Lara annonçait qu'il léguait ses documents personnels à la Suisse : situation irréversible, fin de non-recours définitive, croyions-nous, de la France, patrie du réalisateur de *Douce*, du *Diabolo au corps*, d'*Occupé* et d'*Amélie*, à celui qui fut l'incarnation achevée de cette « qualité française » pour laquelle il fut mieux aimé par François Truffaut et Jacques Rivette dans les années 50.

Et puis Bernard Chardère, le directeur de l'Institut Lumière en préfiguration, qui célébrera dans deux ans le quatre-vingt-dixième anniversaire de

l'invention du cinéma par les frères Louis et Auguste Lumière, répond au défi de Lausanne, prouve à Claude Autant-Lara qu'il existe une mémoire française du cinéma français, même si Paris garde obstinément le silence. Avec les moyens du bord, mais dans un espace plus vaste que celui des rives du Léman, ce qu'on appelle « le Château Lumière » (l'ancienne demeure des frères Lumière déjà en bonne partie restaurée, témoignage de la splendeur bourgeoise du dix-neuvième siècle, Chardère et son équipe honorent à leur tour Autant-Lara, rappelant une carrière qui commence à la fin de la première guerre mondiale et ne semble achevée que par le barrage très ferme encore dressé à l'encontre du cinéaste au mois de juin 1982, quand T.F.1 et la commission d'avances sur recettes lui notifient la fin de non-recours de son dernier projet, *Trompette Eloi*.

Une querelle
avec les jeunes loups

L'originalité de l'exposition, qui risque de faire le tour de France si les films l'accompagnent, vient de la façon de mettre les points sur les i : d'abord de montrer d'où vient le réalisateur, ses antécédents familiaux : sa mère Louise Lara, sœur de la Comédie Française, expulsée pour avoir protesté en 1917 contre la guerre ; son père Edouard Autant, architecte passionné de théâtre, qui dirigea de 1900 à 1952 un laboratoire expérimental intitulé « Art et action », rue Lepic. Ensuite, à côté d'une présentation des films par panneaux, avec textes du réalisateur à l'appui et extraits de presse, de nous rappeler les réactions contradictoires, parfois assez violentes, qui accompagnèrent la sortie de plusieurs de ses œuvres.

Aucun livre ne s'est étendu, à ce jour, à décrire cette fameuse querelle entre les jeunes loups des Cahiers du cinéma et un cinéaste alors au sommet de sa gloire, qui va voir en quelques années, sa carrière littéralement séchée. Pour François Truffaut, Autant-Lara n'est pas un « auteur », selon la conception nouvelle introduite aux Cahiers et dans l'hébdomadaire *Arts* de l'époque, mais un « illustrateur de films ». André Bazin, mentor des Cahiers, mais homme de nuances, reproche à Claude Autant-Lara et à ses fidèles collaborateurs, les scénaristes Jean Aurand et Pierre Bost, d'être en quelque sorte les Viollet-le-Duc cinématographiques de notre patrimoine littéraire (adaptations de Raymond Radiguet, de Stendhal), par opposition à la réécriture de l'intérieur que constitue selon lui la mise en film par Robert Bresson du *Journal d'un curé de campagne* de Bernanos.

Dès 1949, dans la *Revue du cinéma* - BR la revue à couverture jaune qui précède les Cahiers entre 1948 et 1950 Claude Autant-Lara rappelle, dans un texte reproduit à l'exposition Chardère, que, « d'abord, c'est le sujet qui commande. On ne dira jamais assez l'humilité que toute l'équipe d'un film, du réalisateur à l'électricien, du scénariste au maquilleur, de la vedette au figurant, devrait avoir à l'égard de son sujet ». Aux débuts du cinéma Autant-Lara, qui connaît parfaitement l'anglais, s'était retrouvé à Hollywood, chez

■ Un festival « Ciné-Presse » (Quand le cinéma raconte la presse) aura lieu du 11 au 17 avril au théâtre de Nouvelle France dans la ville de Chesnay (Vendée).

■ Une Ventura sera l'hôte d'honneur du second Festival international du film policier de Cognac qui aura lieu du 14 au 18 avril. Le jury présidé par Yves Boisset, Claude Chabrol, Jean-Pierre Darras, Sany Delair, M. Paul Lombard, Ray Milland, Georges Monestié et Gérard de Villiers.

■ Le onzième Festival international du film des métiers d'art, organisé par le Centre culturel et artistique Jean-Lucot aura lieu du 2 au 8 mai. Cette manifestation est ouverte à tous les artisans professionnels ayant résidé en 1981-1982 des documents de créations traitant d'un métier d'art. Renseignements : C.C.A. Jean-Lucot P. 89, 53200 Ambonville, tél. : (55) 66-33-06.

■ La chanteuse populaire brésilienne Clara Nunes est morte le 2 avril dans un hôpital de Rio-de-Janeiro, au cours d'une coma profonde. Elle était âgée de quarante ans.

■ Clara Nunes, fille d'un musicien ambulant, travailla d'abord dans une usine de textile à Belo-Horizonte et fut une des émissions de télévision locale. Au début des années 70, elle connaît le succès avec un disque, *Ponte de Areia*, et devient un grand nom de la samba, aidée par son mari, le compositeur et poète Paulo Cesar Pinheiro. Hospitalisée le 5 mars dernier pour une opération des varices, Clara Nunes, à la suite d'une anesthésie qui provoque des troubles cardiaques et cérébraux, entre dans une coma qui devait durer vingt-huit jours.

PIERRE KYRIA.

* Grasset, 320 pages, 85 F.

« LE DÉMON DANS L'ÎLE »
de Francis Leroy

La superette maudite

Pierre Santini se rase. En très gros plan, il se fait une entaille impressionnante, qui saigne énormément. Ce n'est qu'un début : les appareils ménagers, les jouets eux-mêmes, continuent le combat. Le petit lapin-tambour éborgné, le couteau électrique amputé, le bras coincé dans son four autotermoyant, Michèle Moretti se consume, ça n'arrête pas. Un vrai massacre. Annie Duperray a bien de l'ouvrage. Elle est médecin dans cette île manifestement sous l'emprise d'un mauvais génie.

Qui est-il ? Ne serait-ce pas l'ancien médecin - Jean-Claude Brialy - qui se livre à de louches activités dans l'inconnu technologique de son inquiétante et isolée demeure, qui sait tout sur tout le monde - y compris sur Annie et son cauchemar - et qui a le regard ténébreux du savant fou... Quel rapport entretient-il avec les gérants de la superette d'où viennent les objets maudits ?

Comme le film a obtenu le prix du suspense au festival d'Avoriaz, ne devions rien. Disons seulement que Annie Duperray fait quantités de morts étranges, que courageusement, elle se cache la nuit dans la superette maudite et y découvre un gamin doué de pouvoirs, mais hydrocéphale - où donc a-t-on trouvé son faux crâne de carton surmonté d'une pernacque outrageusement laquée ?...

Le Démon dans l'île n'est pas un film à gros budget. Cependant dans le genre regard, un John Waters par exemple, y va très fort dans le griboillage et la grosse blague, on peut rire un peu. Ici, le metteur en scène, Francis Leroy se montre timide, sans insolence ni humour. Qui sait s'il ne prend pas au sérieux l'histoire - assemblage de poncifs, comme presque toujours, mais vraiment trop mal ficelés. Les interprètes, en tout cas, semblent dubitatifs. On les a vus meilleurs, c'est le moins que l'on puisse dire. Les raisons pour lesquelles ils ont tourné le film sont le seul mystère de ce suspense.

C. G.

* Voir films nouveaux.

LOTHAR LAMBERT au Marais

Un charme triste

Le Marais a fait beaucoup pour le cinéma allemand, par exemple en maintenant plusieurs mois *Au fil du temps*, le premier Wim Wenders à sortir commercialement en France, ou bien la saga de Syberberg *Requiem pour un roi vierge*, le *Cuisinier de Ludwig*. Il tente également de faire connaître des « marginaux ».

Ainsi Lothar Lambert, dont trois films, - un par jour, - sont programmés : *Berlin-Harlem*, *Fucking City*, la *Femme de cauchemar*.

Sans ambiguïté, ce sont des œuvres typiquement marginales, tournées avec des moyens minimes (elles ont coûté à peu près 30 000 F) et des comédiens non professionnels, des indépendants que l'on retrouve d'une histoire à l'autre. Lothar Lambert choisit dans son entourage des personnalités inquiètes, des personnages traqués, ni rebelles ni intégrés, des gens à part avec des rêves de roman-photo, et qui mettent à nu avec une simplicité déconcertante leur difficulté d'être.

Les personnages de Lothar Lambert ont du mal à s'accepter pour des raisons prosaïques. L'une parce qu'elle louche un peu et se voudrait sex symbol, l'autre parce qu'elle a des seins énormes, le troisième, folle vieillissante, parce que la jeunesse l'a

lâché sans lui laisser le moindre souvenir d'amour, un autre encore parce que sa femme avec de jeunes « étrangers » ne ferait de lui ni un cinéaste ni un amant potable.

Tout créateur est poursuivi par une obsession. Celle de Lothar Lambert semble être la recherche d'un point d'ancrage. Ses personnages font penser à Lotte, l'héroïne de Botho Strauss dans *Grand et petit*. Comme elle, ils tentent désespérément de dénicher le fil de leur identité, et chaque tentative est un échec qui les défait un peu plus. Mais eux ne se dissolvent pas dans le silence. Quand le mot fin arrive, ils ont en vue une solution aussi ringarde qu'illusoire. Lothar Lambert regarde ses personnages se débattre dans leurs impasses avec une tendresse cynique, un humour caressant, qui donne à ses films plus de charme triste que de force. Il décrit les O.S. de la marginalité. Ça ne peut pas être réjouissant.

COLETTE GODARD.

* Lothar Lambert présente ses films au Festival Cinéma et Histoire qui se tient à Valence, du 5 au 13 avril, avec des œuvres anciennes et inédites sur le thème de Berlin. Renseignements : (75) 43-42-33.

THÉÂTRE

A l'école
de la rue Blanche

On connaît les activités du Conservatoire. Sait-on aussi bien ce qui se passe à la rue Blanche (École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre, sous la direction de M. Pierre Roudy) ?

As Théâtre 347, les élèves ont présenté récemment, dans une mise en scène de Brigitte Jacques, leur programme. Une première surprise de l'amour, qui est une heureuse surprise. Le spectacle, actuellement en tournée à Milan et à Côme, sera repris en mai à Montpellier.

Une vague verdure sans toile peinte, une estrade à la fois scène de bateleurs, alcôve, lit ou terrasse, un espace fluide est ici recréé, qui est bien ce jardin-salon où les jeux du naturel et de l'artifice donnent à plein leur charge de cruauté, de désespoir, de nervosité, - inimitable - effet-Marivaux - qui peut si vite tourner à la sécheresse dès qu'on le joue salotier, ou à la farce manquée si on veut y lire trop vite l'invitation à l'explosion des sens ; mais ici, les comédiens ont su, avec tact et effort, préserver l'équilibre difficile des extrêmes, la sensualité vraie et la civilité exquise. Le contre-emploi évident de la Comtesse (Pilar Anthony) et de Colombine (Catherine Corringer) éclaire d'un jour nouveau la relation traditionnelle de la maîtresse et de la suivante.

Jean-Marie Blin (Lélio) est d'une réserve un peu froide, mais Jean-Marie Lorit est un étonnant Arlequin gaulois libéré des conventions italiennes, dont il se joue à l'occasion, clair, chaleureux, drôle comme un Figaro, joliment comme une figure de l'amour, et pourtant pris comme les autres par les rets d'une invincible mélancoïe. Il y a en eux l'étoffe de vrais et solides comédiens.

Deux ateliers sont prévus prochainement à la rue Blanche : en avril, un *Huis-Clos* monté par Michel Boy, et en juin un atelier Witkiewicz présenté par Jean-Christian Gruenewald.

A plus long terme, deux semaines seront réservées aux travaux de l'École en Avignon, en été 1984.

BERNARD RAFFALL

« Elle mangeait
du sable »

Un pays de nulle part. Du sable, un arbre sec, la lumière d'un soir d'été. Arrive une étrange petite dame forte, bien ficelée dans son strict tailleur noir. Elle transporte une valise et une cage d'oiseau, volée. Du creux de l'arbre bondit une autre femme, souple, sinueuse, parée de baillons colorés, un peu folle. Ces deux-là sont venues en ce lieu chercher quelque chose, une chose rare, qu'on ne connaît pas, qu'on ne connaît pas. En attendant, elles se regardent, se parlent, s'affrontent, l'une sous la protection de ses objets, extraits de la valise, camping-gaz, appareil photo et autres utilités du voyage, l'autre de son rire, de ses caresses. Entre ces deux femmes s'établit vite un rapport indispensable d'amour, de haine, de curiosité passionnée. Le moindre geste de l'autre devient un événement extraordinaire.

Aucune n'a finalement raison de l'autre. Ce n'est pas l'histoire du blanc et du noir, du bon et du méchant. C'est l'histoire de tout ce qu'il y a de merveilleux et de crispant dans la moindre rencontre : le conte des origines. Enfin, à gratter ensemble le sable, elles risent, ensemble, de voir jaillir une eau qu'elles n'attendaient pas. Mis en scène par Jean-Charles Richard, du Théâtre du Mantois, *Elle mangeait du sable* s'adresse aux enfants des petites classes et leur parle gravement et poétiquement de l'essentiel, du sable, de l'eau et du cœur. - B. R.

* Renseignements : Théâtre du Mantois, 18, rue de Gassicourt, 78200 Mantes-la-Jolie. Tél. : 643-02-26.

* M. Maurizio Scaparro, nommé par le ministre de la culture, M. Jack Lang, codirecteur avec Giorgio Strehler du Théâtre de l'Europe (Le Monde du 17 février), s'est déclaré, dans une interview au *Corriere de la Sera* prêt à retourner à Rome pour diriger le Teatro Stabile si on lui propose, même s'il devait pour cela renoncer à travailler à Paris. La nomination du nouveau directeur doit avoir lieu en mai.

* La Trilogie de Carmen, adaptée par Peter Brook, sera présentée, le 15 avril, à 21 heures, le 16 avril, à 17 heures et à 21 heures, et le 17 avril, à 17 heures, à la Maison pour tous de Saint-Quentin-en-Yvelines. Renseignements, téléphone : 050-13-75.

* La Fédération nationale de théâtre organisée, du 10 au 22 mai, à La Rochelle, « Théâtres 83 », premier carrefour de jeunes théâtres professionnels des régions. Une vingtaine de manifestations seront accueillies à la maison de la culture et dans divers lieux de la ville.

Le Monde
dossiers et documents

AVRIL 1983

L'ITALIE

PARTAGER L'EAU
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5 F

théâtre

cinéma

مكتبات الأمل

LÉGION D'HONNEUR

INFORMATIONS « SERVICES »

Le Journal officiel du 3 avril 1983 publie les nominations suivantes dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

GRANDE CHANCELLERIE

Est promu commandeur : M. Jules Brun, ancien directeur du réseau continental d'Air France.

Sont promus officiers : MM. Joseph Bernhardt, directeur d'école honoraire ; Louis Ferrer, inspecteur général honoraire de la police nationale ; André Lavigne, directeur dans les missions de la Légion d'honneur ; Armand Mallet, ingénieur principal honoraire à la S.N.C.F. ; Albert Revol, conservateur honoraire des hypothèques ; Maurice Vachon, professeur honoraire au Muséum d'histoire naturelle de Paris.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Boissier, inspecteur de police honoraire ; Daniel Bourdon, professeur honoraire de chimie ; Jeanne Brasseur, P.-D.G. de sociétés ; Pierre Broutin, ancien médecin-chef de la maison d'éducation de la Légion d'honneur des Loges ; René Cassier, directeur honoraire de collège d'enseignement général ; Norbert Dumas, commissaire divisionnaire honoraire ; Jean Elernant, attaché d'administration centrale à la grande chancellerie ; Paul Morali, inspecteur principal honoraire de la sûreté nationale ; Jean-Marie Petit, inspecteur départemental honoraire de l'habitat ; Jean-Michel Sapet, professeur honoraire à Limoges ; Marcel Schmitt, directeur honoraire de la caisse primaire d'assurance-maladie de Thionville ; Samuel Tignes, pharmacien, inspecteur régional honoraire de la santé ; Pierre Weber, directeur départemental adjoint honoraire des P.T.T.

PREMIER MINISTRE

Sont promus commandeurs : MM. Eugène Aréna, maître honoraire, et Pierre Moynet, président de chambre à la Cour des comptes.

Sont promus officiers : MM. Jean Deffieux, président du Crédit lyonnais ; Jacques Desroches, sous-directeur au service juridique et technique de l'Industrie ; Ignace Kahan, rabbin ; Gaston Monnerville, ancien président du Sénat, ancien membre du Conseil constitutionnel ; Daniel Ribet, avocat honoraire ; Jean Riouret, chef du service administratif du Conseil constitutionnel.

Sont nommés chevaliers : M. Joseph Aidenbaum, vice-président de la LICRA ; M. Simon Barthélemy, ancien secrétaire à l'Assemblée nationale ; MM. Joseph Blond, président d'honneur d'un club ; Jacques Chabrun, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; Georges Dumas, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement ; Jean Fancher, président de la Touraine et Travail ; Louis Gros, membre du Conseil constitutionnel ; Vladimir Jankovitch, professeur d'université en retraite ; M. Georges Mélenchon, ancien curé de Saint-Jean-Baptiste de Belleville ; MM. André Oufin, conseiller pédagogique honoraire ; Arthur Ramette, chef du bureau des marchés ; M. Yves Renard, directeur principal ; Jean Garçon, P.-D.G. de sociétés ; Christian Henneton, directeur de l'OREAM Lorraine ; Marcel Moulin, maire de Vernouillet ; Marc Noël, président du service sanitaire de la marine française ; Jean Pélissier, boulanger-pâtissier.

DROITS DE LA FEMME

Sont nommés chevaliers : M. Paul Comet, inspecteur d'académie ; Suzanne Bonnet, créatrice d'une association de parents d'élèves ; Hélène Mado-Parmetier, ancienne secrétaire ; Danièle Aron, ophthalmologue.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Est promu officier : M. Maurice Delon-Sorbe, ancien député.

Sont nommés chevaliers : MM. Yves Baradat, chef de centre des impôts ; René Chazotte, contrôleur aéronautique ; Roger Chaudel, chef de service adjoint au Sénat ; Claude Mercier, directeur adjoint de services à l'Assemblée nationale.

FONCTION PUBLIQUE ET REFORMES ADMINISTRATIVES

Sont nommés chevaliers : M. Antoine Baudouin, secrétaire administratif au ministère des anciens combattants ; MM. Raymond Cabaret, directeur départemental adjoint des impôts à Paris ; André Faurt, administrateur civil en retraite.

TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION

Sont promus officiers : MM. Jean-Jacques Brinard, directeur général de théâtre ; Henri Flange, directeur de l'administration d'une agence de presse.

Sont nommés chevaliers : MM. Alfred Francis, directeur commercial des N.M.P.P. ; Jean-Christophe Averty, réalisateur, producteur de télévision ; Louis Bonhomme, ancien journaliste ; Louis Clément, P.-D.G. de journal ; Jean Joly, secrétaire général du groupe Hava.

ENVIRONNEMENT ET QUALITE DE LA VIE

Est promu officier : M. Jean Lacroix, ingénieur général des Ponts et Chaussées (au retraite).

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Bourde, président de la Fédération des chasseurs des Hautes-Pyrénées ; Joseph Caron, inspecteur de la S.N.C.F. ; Paul Flindin, gérant de cité ; André Leguillon, ingénieur divisionnaire à la direction départementale de l'agriculture ; Roger Motzner, professeur à l'université d'Alger.

Marseille-II ; Robert Tillet, président de la Fédération des associations de pêche de la Haute-Garonne.

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

Est promu commandeur : M. Jean Rosenwald, premier président de la Cour des comptes.

Sont promus officiers : MM. Charles Barria, directeur général d'une caisse de réassurance ; André Béga, directeur de l'établissement notariaire de Fosse ; Yves Cotte, commissaire du gouvernement auprès des banques d'affaires ; Pierre Médin, conseiller commercial à l'ambassade de France à New-York.

Sont nommés chevaliers : M. Monique Boudi, sous-directeur à la Société égyptienne de banque ; MM. Edouard Bourne-Aubert, directeur des affaires financières au Crédit lyonnais ; Jean Camdeane, directeur du Trésor ; M. Yvette Carrière, secrétaire technique en chef à la Caisse des dépôts ; M. David Deustrasse, président du Crédit du Nord ; M. Luce Gerna, attaché principal d'administration centrale ; MM. Jean Gornalin, président d'une mutuelle d'assurances ; Léon La-grange, ancien commissaire principal de la concurrence ; M. Denise Lafèvre, chef de service à la Société générale ; MM. Jacques Salmons, administrateur directeur général de sociétés ; Victor Se-rard, directeur du bureau de développement économique de l'Adour.

BUDGET

Sont promus officiers : MM. André Bailly, trésorier-payeur général de l'Oise ; Jean Morchele, conseiller financier.

Sont nommés chevaliers : M. Henri Barlet, receveur principal des douanes (E.R.) ; M. Joseph Bernier, moniteur d'apprentissage à l'usine de cigarettes de la Mère ; MM. Jacques Delmas-Marsalet, ancien chef du service de la législation fiscale ; Louis Guillemain, directeur régional des impôts à la direction des vérifications ; Gérard Lefebvre, chef de service interrégional des douanes à Nantes ; François Se-condi, correcteur principal à l'imprimerie nationale.

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE

Est promu commandeur : M. Michel Soquet, premier vice-président honoraire d'une caisse de retraite.

Sont promus officiers : MM. René Argallès, président honoraire d'une association de sauvegarde de l'enfance ; François Lagardère, président d'honneur du groupe de recherches et d'action auprès des jeunes de la rue ; Jean Sourat, président d'une union régionale d'organismes mutualistes.

Sont nommés chevaliers : MM. Bernard Abell, directeur départemental des affaires sanitaires sociales ; Henri Agnès, président fondateur d'une société mutualiste ; Pierre Collin, administrateur d'un bureau d'aide sociale ; M. Flora Danzig, médecin inspecteur principal de la santé publique honoraire ; MM. Raymond Frébourg, président d'une fédération des œuvres laïques ; Alfred Gigoux, président d'une caisse d'assurance maladie ; Bruno Guesse, directeur d'une union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ; M. Yvonne Ginet, présidente d'une association familiale ; Marie Leymat (sœur Agnès), supérieure d'une congrégation religieuse ; MM. Marcel Petit, chef de service régional de l'action sanitaire et sociale honoraire ; René Vanhalwyn, ancien administrateur d'organismes sociaux.

EMPLOI

Sont nommés chevaliers : M. Jacques Deloy, directeur général de l'A.N.P.E. ; M. Nicole Bismouan, directrice de l'association pour la réhabilitation professionnelle par le travail ; M. Jean Verchère, chargé de mission au centre de l'A.N.P.E. de Provence-Côte d'Azur.

TRAVAIL

Sont nommés chevaliers : MM. Jean Béhague, ancien directeur des coopératives ouvrières ; Raymond Bon-gard, maître artisan fourreur ; Hésent Bondegas, directeur départemental du travail de la Haute-Garonne ; Marcel Chevassier, agent contractuel à l'administration centrale ; Robert Delgove-Gapet, chef des relations sociales d'une entreprise ; Raoul Leblanc, président général du conseil des producteurs de Moulange ; Louis Patrocle, ancien directeur d'entreprise ; Pierre Rouillet, secrétaire général de l'union régionale C.F.T.C. Rhône-Alpes ; Georges Ruelle, ancien inspecteur des services incendie affecté au Gaz de France ; M. Marie-Antoinette Hertz, conseiller syndical ; MM. Raymond Salas, président de l'association E.O. de la région ; Joseph Sion, ancien secrétaire général de l'union des invalides et accidentés du travail.

SANTÉ

Sont promus officiers : M. Raymond Cavet, pharmacien chef honoraire des hôpitaux de Paris ; M. Véra May, médecin chef de service honoraire ; MM. Jean Lagrange, chirurgien orthopédiste ; Marc Pélissier, médecin pathologiste.

Sont nommés chevaliers : M. Maria Rabaté, député honoraire ; MM. Sauveur Boulestin, médecin ; Philippe Cadène, délégué général de la fédération hospitalière de France ; Fernand Gory, professeur à la faculté de

chirurgie dentaire (Paris-VII) ; M. Gervaise Laveau, administrateur hors classe au ministère des affaires sociales ; M. Gilet, ancien surveillant chef d'un maternité ; MM. Robert Prudhomme, chef de laboratoire honoraire de l'Institut Pasteur ; Gaston Ruchman, médecin ; Pierre Zolde-Quintman, directeur d'un centre hospitalier.

RAPATRIÉS

Sont nommés chevaliers : MM. Marcel Donato, adjoint au maire d'Avignon ; André Kohler, délégué national du Sud-Est du Récours ; M. Lella Surja, chargée de mission au ministère ; M. Georges Soebat, avocat.

INTERIEUR ET DÉCENTRALISATION

Est promu commandeur : M. Pierre Wicha, inspecteur général honoraire de l'administration.

Sont promus officiers : MM. François Bénéard, ancien ministre, conseiller général des Hautes-Alpes ; Clément Bonbia, directeur central de la sécurité publique ; Robert Bouquin, secrétaire général de la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Raoul Carrière, commissaire de la République de la région Bretagne ; Jean Cesari, président du conseil général de la Corse-du-Sud ; Paul Gail, commissaire adjoint de la République à Lyon ; Alain Larcen, directeur du SAMU Lorraine ; Lucien Messon, sous-préfet honoraire ; Edouard Pouchelle, maire d'Origney-Thérèse (Alsace) ; Joseph Thibout, vice-président du conseil général de la Manche ; Mgr Charles Vignancour, archevêque de Bourges.

Sont nommés chevaliers : MM. André Albert, ancien maire de La Roche-de-Blanc (Drôme) ; André Alouque, conseiller général du Tarn ; Michel Briard, sous-directeur à la direction générale des collectivités locales ; Jean Durand, ancien député, maire honoraire de Cagnaux (Haute-Garonne) ; Yves Dufillon, commissaire divisionnaire de la police nationale à Lyon ; Louis Delamarre, secrétaire de la mairie de Vaulx-sur-Mer (Seine-Maritime) ; Auguste Delhay, ancien maire adjoint de Suresnes (Hauts-de-Seine) ; Alphonse Delobre, père jésuite ; Jean Denathieux, ancien directeur de préfecture ; M. Dolly, ancien conseiller général du Val-de-Marne ; Alfred Epitalier, commissaire principal de la police nationale à Draguignan ; Jean Fontenel, président de la société de gestion immobilière de la ville de Marseille ; MM. Gilbert Fourgal, ancien député ; Gérard Fromuvel, chef pilote d'hélicoptère ; Louis Gouri, ancien conseiller général de Vendôme ; Claude Grangeret, sous-directeur de service actif de la police nationale ; Maurice Grandjean, chef de service administratif à la préfecture du Nord ; Jean Mallet, ancien conseiller général du Pas-de-Calais ; Mgr Sérébat Manoukian, archevêque de l'Eglise apostolique arménienne de Paris ; M. Ange Maréchal, maire de Lezard (Côte-d'Or) ; Georges Marx, chef de service administratif à la préfecture du Rhône ; Marcel Morin, commissaire divisionnaire de la police nationale à la préfecture de police ; Pierre Nohain, maire de Malenay (Seine-Maritime) ; Henri Pélissier, ancien conseiller général du Puy-de-Dôme ; Jacques Palazy, commissaire de la République du département des Hautes-Pyrénées ; Philippe Parant, commissaire de la République de Saint-Pierre-et-Miquelon.

MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Philibert, conseiller municipal de Meylan (Isère) ; Gabriel Pommeroy, conseiller général de l'Yonne ; Dominique Pommot, ancien adjoint au maire de Marseille ; Michel Saget, ancien conseiller général de l'Yonne ; Orientales ; Georges Silvy, directeur général du bureau d'aide sociale de Marseille ; Robert Simon, ancien adjoint au maire de Lomme (Nord) ; Marcel Simon, ancien conseiller général de Long (Doubs) ; Jean Speich, directeur à la préfecture de la région d'Ile-de-France ; Robert Tabone, brigadier chef de la police nationale ; le Grand Rabbin Chury Touat ; Marc Triffaut, ancien secrétaire général de la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) ; Edgard Weill, rabbin à Mulhouse.

ancien ingénieur divisionnaire des travaux de la météorologie.

MER

Est promu officier : M. Pierre Debayles, ancien directeur du Port autonome de Bordeaux.

Sont nommés chevaliers : MM. Marcel Chaput, président de la station de sauvetage de Granville-Iles-Chausey ; Raoul Domenge, patron pêcheur ; Michel Fecheur, directeur général du port autonome de Dunkerque.

JUSTICE

Est promu commandeur : M. Bertrand Dancargue, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus officiers : MM. Roger Boissac, avocat général à la Cour de cassation ; Edmond Giner, avocat général à Paris ; Bernard Lequesne, avocat général honoraire à la Cour de cassation ; M. Pierre Carala, conseiller de chambre à la cour de Paris ; Pierre Selgolle, conseiller à la Cour de cassation ; Raymond Tesson, président honoraire du tribunal de commerce de Marseille ; Philippe Wagner, premier président à Colmar.

Sont nommés chevaliers : MM. Jacques Basse, procureur de la République au Havre ; René Baudin, secrétaire en chef à la Cour de cassation ; Marcel Bellat, conseiller à Paris ; André Boul, notaire à Bouze ; Mlle Nicole Calot, conseiller référendaire à la Cour de cassation ; M. Pierre Carala, professeur de droit à Paris-II ; Charles Coccadi, vice-président du tribunal à Créteil ; Mme Yvette Congard, chef des services de secrétariat au Conseil d'Etat ; M. Louis Dumas, substitut du procureur général à Paris ; Marcel Daura, avocat général à la Cour de cassation ; Hubert Douvrou, président du tribunal de Rennes ; Jean Feno, directeur adjoint du service du matériel du Sénat ; Claude Guilbert-Puygarnaud, avocat à Paris ; Robert Jacot, président de chambre à la cour de Grenoble ; Maurice Kraft, attaché principal d'administration centrale ; Jean Liset, président de chambre à la cour de Versailles ; Mme Geneviève Tarabont, conseiller à la cour de Paris ; MM. Roger Malincol, avocat à Marseille ; Jean Pedoussant, président de chambre à la cour de Toulouse ; Paul Pescheteau, commissaire-président à Paris ; M. Lucien Rodière, vice-président au tribunal de Paris ; MM. Bernard Sur, avocat à Paris ; Georges Uzan, président de chambre à la cour de Paris ; Paul Vigneron, président de chambre à la cour de Poitiers.

Sont nommés chevaliers : MM. Jacques Basse, procureur de la République au Havre ; René Baudin, secrétaire en chef à la Cour de cassation ; Marcel Bellat, conseiller à Paris ; André Boul, notaire à Bouze ; Mlle Nicole Calot, conseiller référendaire à la Cour de cassation ; M. Pierre Carala, professeur de droit à Paris-II ; Charles Coccadi, vice-président du tribunal à Créteil ; Mme Yvette Congard, chef des services de secrétariat au Conseil d'Etat ; M. Louis Dumas, substitut du procureur général à Paris ; Marcel Daura, avocat général à la Cour de cassation ; Hubert Douvrou, président du tribunal de Rennes ; Jean Feno, directeur adjoint du service du matériel du Sénat ; Claude Guilbert-Puygarnaud, avocat à Paris ; Robert Jacot, président de chambre à la cour de Grenoble ; Maurice Kraft, attaché principal d'administration centrale ; Jean Liset, président de chambre à la cour de Versailles ; Mme Geneviève Tarabont, conseiller à la cour de Paris ; MM. Roger Malincol, avocat à Marseille ; Jean Pedoussant, président de chambre à la cour de Toulouse ; Paul Pescheteau, commissaire-président à Paris ; M. Lucien Rodière, vice-président au tribunal de Paris ; MM. Bernard Sur, avocat à Paris ; Georges Uzan, président de chambre à la cour de Paris ; Paul Vigneron, président de chambre à la cour de Poitiers.

Sont nommés chevaliers : MM. Jacques Basse, procureur de la République au Havre ; René Baudin, secrétaire en chef à la Cour de cassation ; Marcel Bellat, conseiller à Paris ; André Boul, notaire à Bouze ; Mlle Nicole Calot, conseiller référendaire à la Cour de cassation ; M. Pierre Carala, professeur de droit à Paris-II ; Charles Coccadi, vice-président du tribunal à Créteil ; Mme Yvette Congard, chef des services de secrétariat au Conseil d'Etat ; M. Louis Dumas, substitut du procureur général à Paris ; Marcel Daura, avocat général à la Cour de cassation ; Hubert Douvrou, président du tribunal de Rennes ; Jean Feno, directeur adjoint du service du matériel du Sénat ; Claude Guilbert-Puygarnaud, avocat à Paris ; Robert Jacot, président de chambre à la cour de Grenoble ; Maurice Kraft, attaché principal d'administration centrale ; Jean Liset, président de chambre à la cour de Versailles ; Mme Geneviève Tarabont, conseiller à la cour de Paris ; MM. Roger Malincol, avocat à Marseille ; Jean Pedoussant, président de chambre à la cour de Toulouse ; Paul Pescheteau, commissaire-président à Paris ; M. Lucien Rodière, vice-président au tribunal de Paris ; MM. Bernard Sur, avocat à Paris ; Georges Uzan, président de chambre à la cour de Paris ; Paul Vigneron, président de chambre à la cour de Poitiers.

هكذا من الله بها

TRANSPORTS

L'AVENIR DE LA BATELLERIE ARTISANALE

Le salut dans l'union

« Aide-toi et l'Éternel t'aidera. » Ce jugement abrupt, souvent porté sur sa politique par les professionnels du transport fluvial, le ministre des transports ne le renie pas. Il estime, en effet, que l'organisation volontaire de la batellerie - et surtout de sa branche artisanale - est susceptible de contribuer à résorber la grande misère de ce secteur.

C'est pourquoi, entre autres préoccupations touchant au réseau français de voies navigables (le Monde du 17 mars), M. Charles Fiterman a confié à la commission nationale sur le transport fluvial, présidée par M. Roger Grégoire, président de section honoraire du Conseil d'État, le soin de proposer « des mesures capables de favoriser l'évolution de l'organisation professionnelle et commerciale de la batellerie ».

Avec 5,7 % du trafic intérieur total de marchandises, la voie d'eau apparaît comme un parent pauvre du transport. Le relief particulier de la France, autant que la marque flétrissante d'infrastructures, expliquent pour une large part son faible développement. Mais cette pauvreté est bien mal partagée dans un secteur où, à côté de trois grandes armées (Compagnie française de navigation du Rhin, Sennar, Socogest) et d'une quinzaine de sociétés d'exploitation de dimension moyenne, tentent de survivre deux mille huit cents entreprises artisanales - dont deux mille trois cents ne possèdent qu'une unique péniche - selon un système dit du « tour de rôle » qui, sous prétexte d'égalité, les condamne souvent à l'arbitraire, voire au chômage.

Une chambre nationale

Donner aux artisans bateliers les moyens de maîtriser davantage l'évolution de leurs activités est une préoccupation de M. Fiterman depuis son arrivée au ministère des transports. La loi d'orientation des transports intérieurs a déjà retenu le principe de la création d'une chambre nationale de la batellerie artisanale, qui jouera dans ce secteur le rôle d'une chambre de métiers en donnant à ses ressortissants un statut d'artisan. Toutefois, la chambre nationale limitant ses prérogatives à la représentation des bateliers auprès des pouvoirs publics et à la prise en charge de leurs problèmes sociaux, il

convenait de compléter le dispositif par la création d'un organisme collectif qui se chargerait de l'organisation commerciale de la profession.

La commission Grégoire propose de confier cette charge à une Entreprise artisanale de transport par eau (EATE). Constituée sous forme d'un groupement d'intérêt économique, auquel les artisans adhèrent sur la base du volontariat, l'EATE aurait une dimension l'autorisant à traiter avec les chargeurs (expéditeurs ou importateurs) de gros contrats ou des marchés à long terme dont elle répartirait ensuite l'exécution entre ses ressortissants. Elle permettrait aussi une meilleure intégration de la petite batellerie dans des chaînes de transports combinés.

Enfin, grâce à un fonds de régulation, elle pourrait offrir certaines incitations (primes de déplacement ou d'attente pour le retour à vide des bateaux). Bien entendu, le mariner continuerait de gérer en toute propriété son embarcation et il pourrait d'ailleurs, à l'occasion, continuer de conclure des contrats de gré à gré directement avec les chargeurs. Ainsi, en dépit d'une organisation communautaire du travail, l'EATE respecterait pleinement la tradition d'individualisme si chère aux artisans dans la batellerie.

JAMES SARAZIN.

[Le rapport de la commission Grégoire est disponible à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75346 Paris Cedex 07. Prix: 50 F.]

AFFAIRES

APRÈS LA FERMETURE D'UNE USINE DE LAINE DE VERRE

Saint-Gobain fait l'objet de vives critiques au Danemark

De notre correspondant.

Copenhague. - Il y a un peu plus d'un an, la société Saint-Gobain, alors nouvellement nationalisée, arborait la production de vitres de sa filiale danoise de Koroer, la Skarbo, qu'elle avait rachetée en 1976 et modernisée pour pouvoir lutter avec les procédés les plus modernes contre les géants anglo-saxons de cette branche.

Toutes les démarches tentées au cours des mois précédents par le gouvernement social-démocrate alors au pouvoir auprès de l'Elysée n'avaient pas empêché l'irréversible : la mise à pied de plus de cinq cents personnes. C'est une catastrophe pour la petite ville de Koroer, déjà frappée par un chômage record, vivant en partie des activités de Saint-Gobain, qui ne conservait

plus là-bas qu'une modeste antenne d'affinage de verre.

Aujourd'hui, la presse danoise se remet à parler de Saint-Gobain avec tout autant d'aigreur que l'an passé. Le quotidien indépendant *Informations* entend rejeter sur la « multinationale française » la responsabilité de la fermeture décidée tout récemment de l'usine de laine de verre de Kastrup (dans les faubourgs de la capitale) appartenant à la société danoise Superfos. Selon ce journal, Saint-Gobain aurait mis le contenu sous le gong de Superfos en menaçant sa « rivale danoise » d'une guerre des prix au Danemark, si elle ne consentait pas à limiter sa production et surtout son expansion dans le secteur de la laine de verre sur les marchés français et ouest-allemand. Superfos, qui travaille ailleurs sous licence de Saint-Gobain, se serait inclinée, ses responsables estimant que, dans les conditions actuelles, il lui était impossible de se lancer, sans perdre de plumes, dans ce genre de compétition. Résultat : cent cinquante ouvriers licenciés. Superfos conserve cependant une autre usine de laine de verre en Jutland, employant un personnel équivalent par le nombre.

Superfos, qui est l'une des principales entreprises industrielles de Danemark (elle emploie quatre mille personnes, son chiffre d'affaires 1982 atteignant cinq milliards de francs) a eu des difficultés ces derniers temps, notamment dans le secteur des engrais chimiques ; une association avec le groupe allemand Vibe (chimie) s'étant soldée par un fiasco et de grosses pertes en capital.

La crise du bâtiment a rendu au Danemark et dans le reste de l'Europe le marché de la laine de verre particulièrement dur et sensible. Toutefois, les efforts déployés à tous les niveaux pour isoler les immeubles en vue d'économiser de l'énergie, avaient permis à Superfos d'augmenter en 1982, de façon très appréciable, ses ventes en France et en R.F.A., où cette société se heurte à la concurrence d'une autre firme danoise spécialisée dans la laine de verre : Rockwool.

CAMILLE OLSEN.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

LOURDE TAXATION POUR LES MOTOS IMPORTÉES

Les motos importées aux États-Unis d'une cylindrée supérieure à 700 centimètres cubes devront désormais acquiescer une taxe de 45 %. Ainsi en a décidé le président Ronald Reagan afin de protéger la firme Harley-Davidson, dernier fabricant américain de grosses motos, très durement frappé par la concurrence étrangère, japonaise notamment. Cette mesure revient à multiplier par dix les droits de douane frappant jusqu'ici l'entrée aux États-Unis de motos étrangères. Elle sera néanmoins neutralisée dans le temps (cinq ans). Cette taxe sera en effet abaissée à 35 % de la seconde année, puis à 20 % la troisième, à 15 % la quatrième, à 10 % la cinquième avant d'être enfin ramenée à son niveau actuel.

En notifiant le 31 mars sa décision au Congrès, le chef de l'exécutif américain a déclaré que cette mesure était en accord avec l'intérêt économique national. Le président Reagan a ainsi fait droit à la recommandation qu'il avait faite, en janvier dernier, la commission du commerce international. Mais il a quand même assumé le régime proposé. Des quotas d'importation échapperont à cette majoration considérable des droits de douane, ce afin de ne pas pénaliser la firme allemande B.M.W.

De fait, l'Allemagne fédérale a été autorisée à faire entrer 5 000 machines la première année (les importations de B.M.W. ont porté sur 3 000 machines en 1982), cette quantité devant être portée à 10 000 en l'espace de cinq ans. Les Japonais, en revanche, vont faire grise mine. Leur quota a été fixé à 6 000 unités la première année avec également la possibilité d'augmenter ce nombre de 1 000 pièces par an. Les autres pays se sont vu allouer un quota global de 4 000 machines (+ 1 000 par an également).

En 1982, 789 000 motos ont été vendues aux États-Unis pour un coût évalué à 5 milliards de dollars environ, dont 739 000 par les fabricants japonais et seulement 41 000 pour Harley-Davidson (5,2 % du marché). Les autres marques comptent pour 9 000 (Vespa 4 000, B.M.W.-300, Triumph-2000).

LES EXPORTATIONS DES PAYS INDUSTRIALISÉS ONT BAISSÉ DE 5,3 % EN 1982 ET LEURS IMPORTATIONS DE 6,1 %

Le commerce extérieur des pays industrialisés a décliné en 1982 pour la deuxième année consécutive, indique le Fonds monétaire international (le Monde daté 13-14 mars). Les exportations ont atteint 1 160 milliards de dollars, soit 5,3 % de moins qu'en 1981, et les importations 1 220 milliards de dollars, soit une baisse de 6,1 %.

Ce sont les États-Unis qui ont connu le plus fort déclin de leurs ventes (- 9,2 %), suivis par la France (- 9,1 %), le Japon (- 8,2 %) et la Grande-Bretagne (- 6 %). Les exportations de l'Allemagne fédérale se sont accrues de 0,2 %.

Le Japon est le pays industrialisé dont les importations ont le plus baissé (- 8 %), suivi par les États-Unis (- 6,8 %), la R.F.A. (- 5,2 %), la France (- 4,3 %) et la Grande-Bretagne (- 2,3 %). - (A.P.)

SOCIAL

M. BÉREGOVY A LANCÉ LA CAMPAGNE DE 1983 SUR LA SÉCURITÉ ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

En 1981, près d'un million d'accidents du travail ont entraîné un arrêt de travail d'au moins un jour. Cent mille d'entre eux ont provoqué une incapacité permanente. Quant aux accidents mortels, il se sont élevés cette année-là à mille quatre cent vingt-trois. En rappelant ces chiffres, jeudi 31 mars, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a souligné la nécessité d'une politique de prévention contre les risques du travail. Tel est le thème d'une campagne nationale d'information et de sensibilisation sur la sécurité et les conditions de travail, qui s'est ouverte le 3 avril.

« Cette campagne », souligne M. Bérégovoy, intervient à un moment bien précis, celui de la période d'entrée en vigueur des lois Auroux sur les droits des travailleurs. Elle s'articule notamment autour de deux d'entre elles : la loi du 4 août 1982, qui reconnaît aux salariés le droit à l'expression directe et collective sur leurs conditions de travail, et la loi du 23 décembre 1982, qui institue les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les entreprises de plus de cinquante salariés.

« Le secrétariat d'État aux personnes âgées a lancé, en marge des récentes Assises nationales des retraités et personnes âgées à Paris, un concours d'idées pour concevoir et faire fabriquer en France « des objets sans problèmes » mieux adaptés aux personnes âgées ayant perdu une partie de leur autonomie physique. »

Ce projet avait été conçu par M^{me} Georgina Dufoux alors qu'elle assurait l'intérim du secrétariat d'État.

Ce concours est un appel aux industriels ainsi qu'aux étudiants et enseignants en création industrielle pour concevoir des appareils de chauffage ou des véhicules de transport, ou encore des vêtements, du mobilier, etc. - à un coût normal.

ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT DIRECTION DES ROUTES ET DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL OUVERT ET PUBLIC

La Direction des routes et de la circulation routière du Ministère de l'Équipement lance un concours international public ouvert aux entreprises et sociétés des pays membres de la Banque mondiale, de la Suisse et de Taiwan pour la réalisation de la section Oued Cherat-Rabat (29 kilomètres) de l'autoroute Casablanca-Rabat.

LOT A : Construction des ouvrages d'art.

LOT B : Terrassements, ouvrages d'assainissement et chaussées.

Les demandes d'admission des sociétés et entreprises intéressées devront être adressées soit par la poste, soit remises contre récépissé au bureau des marchés de la Direction des routes et de la circulation routière, quartier administratif RABAT-CHELLAH, avant le mardi 3 mai 1983 à 10 heures, soit remises au président de la commission à l'ouverture de la séance publique d'admission, qui aura lieu le mardi 3 mai 1983 à 10 heures, au siège de la Direction des routes et de la circulation routière à l'adresse précitée.

Pour être recevables, les demandes d'admission devront être rédigées conformément au dossier d'admission réglementaire qui peut être retiré soit auprès de la Direction des routes et de la circulation routière, soit auprès des ambassades du Royaume du Maroc dans les autres pays. Ce dossier comprend notamment :

A - DOSSIER ADMINISTRATIF

- Demande d'admission au concours.
- Déclaration sur l'honneur établie en deux exemplaires.
- Attestation du percepteur datée depuis moins d'un an et portant l'activité du candidat, pour les seules entreprises domiciliées au Maroc.
- Questionnaire à remplir par le candidat.

B - DOSSIER TECHNIQUE

- Note indiquant les moyens humains et techniques du candidat, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a concouru.
- Les attestations des administrations bénéficiaires des prestations que le candidat a réalisées.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH DIVISION COMMERCIALISATION

DIRECTION PÉTROCHIMIE DÉPARTEMENT PLASTIQUES

Avis d'appel d'offres national et international N° EX 002/83/PPF

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé pour la fourniture en produits plastiques semi-finis et finis suivants :

- PLAQUES PMMA (coulé) ;
- TUBES CREUX EN PMMA ;
- FILM AUTOCOLLANT PVC (rouleaux) ;
- FEUILLES AUTOCOLLANTES PVC ;
- GAINÉ PVC (bobine) ;
- ROULEAUX RÉFLECTORISÉS AUTOCOLLANT PVC ;
- PLAQUES EXPANSÉES EN POLYÉTHYLÈNE (TYPE SANDWICH).

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : SONATRACH - Direction Pétrochimie - Département Plastiques - Route des Dunes - CHERAGA (Alger), ou demander son envoi.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure devant être strictement anonyme, et porter de façon apparente uniquement la mention :

« Appel d'offres national et international
Plastiques semi-finis et finis »

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de trois (3) mois à compter de la clôture du présent appel d'offres.

La date limite de réception des offres en nos bureaux est fixée au 22 avril 1983.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES « ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE »

Avis d'Appel d'Offres International N° EX/02/83

L'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de pièces de rechange pour pompes à boue de forage (partie hydraulique).

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnements - 1, place BIR HAKEIM - EL BIAR - ALGER - à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions établies en huit (08) exemplaires sous double pli cacheté, recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et porter uniquement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° EX/02/83
CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR - A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENTS ».

devront parvenir au plus tard le 10/05/1983 délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DOCKS DE FRANCE-GENTY CATHARD

DOCKS DE FRANCE exploite, par sa filiale GO SPORT, dix magasins d'articles de sport en région parisienne et à Strasbourg.

GENTY CATHARD exploite, par sa filiale la Société ALPINE DE SPORT, huit magasins d'articles de sport à Grenoble, Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Annecy. GENTY CATHARD a également pris le contrôle de la SEGMA, qui exploite deux magasins en région parisienne, un à Lyon, un en Espagne, deux en Belgique.

DOCKS DE FRANCE et GENTY CATHARD ont décidé le rapprochement de leurs filiales, pour constituer un ensemble de vingt-cinq magasins à l'enseigne GO SPORT, dont le chiffre d'affaires devrait s'élever, en 1983, à 260 millions de francs.

GO SPORT a la volonté, tant par création de nouveaux magasins que pôle de regroupement de magasins existants, d'être l'entreprise leader au niveau national dans le domaine de la vente au détail des articles de sport.

GENTY CATHARD aura la position majoritaire et assurera le management de la Société GO SPORT. DOCKS DE FRANCE conservera une participation significative.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES « ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE »

Avis d'Appel d'Offres International Restreint N° EX/03/83

L'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international restreint pour la fourniture de :
- Lot N° 01 : Diverses pièces de rechange pour moteurs diesel « CATERPILLAR ».

- Lot N° 02 : Diverses pièces de rechange pour moteurs Diesel « GM » et « EMD ».

Cet appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs et distributeurs officiels agréés à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnements - 1, place BIR HAKEIM - EL BIAR - ALGER - à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions établies en huit (08) exemplaires sous double pli cacheté, recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et porter uniquement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° EX/02/83
CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR - A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENTS ».

devront parvenir au plus tard le 10/05/1983 délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

Jeudi 10h30

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. **DIPLOMATIE** - Après le refus soviétique aux propositions américaines.
2. **AFRIQUE** - SÉNÉGAL : M. Diouf remanie le gouvernement.
3. **PROCHE-ORIENT** - La rencontre du roi Hussein de Jordanie et de M. Yasser Arafat.
3. **AMÉRIQUES** - Selon le New York Times, la C.I.A. a été entraînée dans une opération destinée à renverser le régime sandiniste.

POLITIQUE

4. L'ouverture de la session parlementaire.
- SOCIÉTÉ**
5. La situation des immigrés et la mort du racisme : les interventions de Mgr Matsgrin à Grenoble et de Mgr Dacoury à Vénissieux.
- SPORTS** : Tennis : la victoire de Wilander à Monaco ; Motocyclisme : le Grand Prix de France au Mans.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

7. Le Plan en déshérence.
8. Deux textes sur les retraites : Une cessation d'activité préjudiciable ; C'est le changement de statut qui fait la vieillesse.
9. Les clés de la conjoncture.

CULTURE

10. **CINÉMA** : trois films de Løthar Lamberti.
- PHOTO** : Jean-Pierre Sudre et Jean Dieudonné.
- LITTÉRAIRE** : Les Luminaires de Paris, de Jacques Branner.

RÉGIONS

14. Ile-de-France : le Jardin des Plantes et l'Expo de 1988.

ÉCONOMIE

15. **AFAIRES** : Saint-Gobain fait l'objet de vives critiques au Danemark.

- RADIO-TÉLÉVISION (12)**
- INFORMATIONS**
- SERVICES (13)** : Météorologie ; Mots croisés ; Légion d'honneur.
- Cartes (12)** ; Programmes des spectacles (11).

Le numéro du "Monde" daté 3-4 avril 1983 a été tiré à 446 266 exemplaires

Pâques à travers le monde

● A ROME, Jean-Paul II a célébré la résurrection du Christ dimanche 3 avril devant deux cent cinquante mille fidèles qui s'étaient massés place Saint-Pierre, malgré la pluie et le vent. Avant de donner la traditionnelle bénédiction *urbi et orbi*, en souhaitant « Joyeuses Pâques » en plus de quarante langues, dont l'hébreu, le pape a prononcé son message, consacré cette année à tous ceux qui souffrent et, en particulier, aux victimes de l'oppression des consciences.

« Nous sommes avec vous, vous qui souffrez la misère et la faim, en assistant parfois à l'agonie de vos enfants qui demandent avec insistance du pain, a dit le pape. Nous sommes avec vous, foules de millions de réfugiés, chassés de vos maisons, exilés de vos patries ; nous sommes avec vous, vous tous qui êtes victimes de la terreur, enfermés dans les prisons ou dans les camps de concentration, et dont la vie se consume sous les mauvais traitements ou les tortures ; nous sommes avec vous, vous qui êtes séquestrés ; nous sommes avec vous, vous qui vivez dans le cauchemar de menaces quotidiennes de violence ou de guerre civile ; nous sommes avec vous, vous qui souffrez par suite de catastrophes subites, comme ces jours-ci la population de la vieille cité de Popayan, gravement bouleversée par le tremblement de terre ; nous sommes avec vous, jeunes qui êtes découragés de ne pas trouver le

travail, la maison et la dignité sociale auxquels vous aspirez ; nous sommes avec vous, en particulier là où l'oppression des consciences ne permet pas de prier ensemble et de célébrer Pâques. »

● A JÉRUSALEM, les pèlerins chrétiens qui se sont rendus à la basilique du Saint-Sépulchre étaient plus nombreux que l'année dernière ; la tension en Cisjordanie avait en effet été décelée, en 1982, beaucoup de fidèles. Les cérémonies de cette année ont toutefois été perturbées par quelques manifestations. Des Palestiniens ont lancé des pierres sur la via dolorosa - rue que Jésus aurait empruntée, selon la tradition, avant sa crucifixion, - afin de protester contre la fusillade déclenchée l'année dernière par un déséquilibré juif sur le lieu saint musulman de l'Esplanade des Mosquées.

● A PÉKIN, enfin, plus de dix mille catholiques ont participé aux diverses cérémonies religieuses organisées durant la semaine sainte, rapporte l'agence Chine nouvelle. Le principal événement a été la grand-messe de Pâques célébrée dimanche par l'évêque de Pékin, Mgr Michael Fu Tieshan, à la cathédrale Nantang dédiée à l'Immaculée Conception, en présence de huit mille fidèles. Chine nouvelle a précisé que des croix, des livres de prière et des statuettes religieuses avaient été mises en vente à l'entrée de l'église.

LE MYSTÉRIEUX ASSASSINAT D'UN AGENT DU CONTRE-ESPIONNAGE

De nouvelles interrogations sur la mort du lieutenant-colonel Nut

Qui a tué le lieutenant-colonel Bernard Nut, quarante-sept ans, agent de la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), trouvé mort, le mardi 15 février, le long de la R.N. 202, à 70 kilomètres de Nice (Alpes-Maritimes) ? Des résultats complémentaires de l'enquête balistique, confiée au laboratoire scientifique du S.R.P.I. de Marseille, permettraient de supposer que le patron du contre-espionnage pour la région du Sud-Est aurait été assassiné par un familier ou un informateur faisant partie de son entourage professionnel.

Cette hypothèse, avancée aujourd'hui dans les milieux proches de l'enquête, s'appuie sur deux éléments. Le premier est que Bernard Nut, tué trois heures seulement après son repas, aurait dîné chez une personne dont il ne se méfiait pas. Le second est que le contre-espion français n'a pas été tué à bout portant mais par un coup de feu tiré en biais, d'une vingtaine de centimètres derrière l'oreille droite : le coup aurait été porté sans être très bien ajusté, peut-être hâtivement, et au

rait pu, à quelques centimètres près, effleurer seulement le crâne.

Ces faits ne disaient guère cependant tous les mystères qui entourent cette affaire. Ainsi, la balle mortelle, qui, contrairement aux premières informations, n'a pu être retrouvée, malgré des recherches systématiques, à l'aide de détecteurs de métaux, dans un rayon de plusieurs centaines de mètres autour du corps de Bernard Nut, retrouvé devant le capot de sa voiture, garée sur une aire de stationnement. Impossible donc de savoir si le projectile provient ou non de l'arme personnelle du contre-espion, un Smith and Wesson de calibre 11,43.

Autre question : pourquoi cette arme se trouvait-elle à 4 mètres en arrière du corps, avec, plus ou moins, trois douilles percutées dans le barillet ? Enfin, comment expliquer les affirmations de plusieurs témoins assurant que la voiture avait été garée par deux fois sur l'aire de stationnement - au début de la soirée puis au-delà de minuit - et déclarant avoir vu un homme affaissé sur le volant ?

Le séisme de Colombie

LA VILLE DE POPAYAN EST DÉTRUITE À 80 %

La ville de Popayan, l'un des joyaux du patrimoine architectural de la Colombie, ne pourra vraisemblablement pas être restaurée. Les dégâts causés par le tremblement de terre qui a frappé la région dans la journée du 31 mars sont considérables (environ 77 millions de dollars, selon les premières estimations). 80 % des maisons et des bâtiments de la ville ont, en effet, été détruits, ensevelissant de nombreuses victimes sous les décombres.

Les dernières estimations officielles font état de deux cent cinquante morts, de mille deux cents blessés et de dizaines de milliers de sans-abri qui, en dépit des aides venues de tous pays, luttent encore contre la faim, le froid et la pluie qui ne cesse de tomber depuis quelques jours.

Ces pluies, parfois torrentielles, ont d'ailleurs provoqué, au Péron, un glissement de terrain qui a provoqué la mort de plusieurs dizaines de personnes. Au Costa-Rica, en revanche, le fort tremblement de terre - magnitude 7 sur l'échelle de Richter - qui a secoué, samedi 2 avril, dans la soirée, une région située sur la côte pacifique à environ 180 kilomètres au sud de San José, n'a pas fait de victimes.

Bateaux-citernes

Comme la quasi-totalité de l'eau douce consommée dans les Emirats du Golfe est fournie par des usines de dessalement de la mer, la merde noire fait planer une grave menace sur la santé des populations et la salubrité des États concernés. Du coup, les sociétés du monde entier qui embouteillent des eaux minérales s'apprêtent à recevoir des pluies de commandes. Les cours vont monter comme jadis ceux du pétrole.

Certains experts en profitent pour faire ressortir des cartons l'idée jadis rassurée par des émirs, des financiers et des armateurs, de remonter depuis les pôles jusqu'au Golfe, des morueaux de banquise.

Mais pourquoi ne pas songer - dans un plan à long terme - à utiliser les centaines de tankers géants grecs, norvégiens, libériens, français, désarmés précisément à cause de la crise du pétrole, - comme citernes d'eau douce ? On mouillerait le *Prairie* (Eiffel) que part dans l'océan indien et on ouvrirait ses cales, que les trombes d'eau salées de la mousson viendraient remplir. Les météorologues indiqueraient aux armateurs la direction des typhons. On amènerait le *Bellamy* (Shell) à l'embouchure du Rhône à l'époque de la fonte des neiges - ou devant le delta de l'Amazonie à d'autres moments - pour y pomper « le sang du fleuve » qui va inutilement se perdre en mer. - F.G.

L'INCENDIE DU CAR-FERRY « ARMORIQUE » POURRAIT ÊTRE UN ACTE CRIMINEL

Un porte-parole de la police du Devon et de la Cornouaille a déclaré dimanche 3 avril, que les enquêteurs n'ont pas encore pu identifier le criminel qui a incendié le car-ferry *Armorique*, au large des côtes anglaises, causant la mort d'un passager, M. Jean Lamy, trente et un ans (le *Monde* daté du 3-4 avril). Les policiers ont en effet constaté la disparition de 2 000 livres (environ 22 000 F) que détenait la victime, un professeur d'anglais du lycée de Pomeroy-Hardy (Côtes-du-Nord) qui accompagnait un groupe de trente-cinq enfants pour un séjour linguistique en République d'Irlande.

Cette découverte avait été faite dans l'après-midi du 2 avril, lors d'une escale de l'*Armorique* à Penzance (Cornouaille) nécessitée par l'état de plusieurs passagers souffrant d'excès de chaleur et par diverses vérifications techniques. Dimanche, à son arrivée à Cork, sa destination, la police irlandaise a procédé à une fouille complète du bateau, retenant les sept cents passagers à son bord pendant plusieurs heures. A la suite de cette perquisition, les policiers ont interrogé trois ressortissants français pendant plusieurs heures, avant de les relâcher.

L'enquête a établi que le feu a pris dans une lingerie, vers l'avant du bateau, dégageant d'abondantes fumées toxiques. La compagnie britannique Ferris, propriétaire de l'*Armorique*, recoupe pour sa part les témoignages selon lesquels une explosion aurait précédé l'incendie. - (A.F., A.P.)

A B C D E F G

LA NOUVELLE TAXE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS

Une cagnotte rose

A peine commençait-on à y croire, que c'est déjà terminé. La baisse du prix du pétrole n'aura pas profité longtemps aux consommateurs français. Dé-cembre, janvier, février, mars. Et c'en est fini. En avril, les prix des produits pétroliers ne diminueront pas, comme ils l'auraient dû. En mai, ils augmenteront même, grâce à la majoration, prévue de longue date, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, la célèbre T.I.P.P. (1)...

Le système est théoriquement prévu jusqu'en décembre 1984. Il est toutefois peu probable que la nouvelle taxe soit maintenue jusqu'à là. En effet, si le prix continue de remonter, elle s'effondrera d'elle-même. C'est d'ailleurs l'hypothèse de base du gouvernement. Jugent que la baisse mondiale du prix du pétrole est un phénomène conjoncturel et de courte durée, les pouvoirs publics sont fondés à vouloir éviter des fluctuations de prix trop prononcées qui risqueraient de modifier le comportement des consommateurs et de remettre en cause leur politique énergétique à long terme, basée sur la recherche de l'indépendance vis-à-vis des sources importées et sur les économies d'énergie.

Si, au contraire, les prix mondiaux du pétrole amorcent un nouveau glissement à la baisse, encore plus prononcé, il est probable que l'ensemble du mécanisme sera revu. La nouvelle taxe est limitée, selon le décret prévu, à 30 centimes par litre au maximum. De plus, il y a peu de chances que le Rux de Rivoli accepte de laisser les sommes considérables, qui seraient dégagées dans cette hypothèse, à la disposition de la seule Caisse de l'énergie.

La « cagnotte » ainsi reconstruite par le gouvernement socialiste, avec les meilleures intentions du monde, est donc bien provisoire et limitée. Si elle se transforme en pétrole, elle sortira probablement du domaine réglementaire pour devenir permanente et devra faire l'objet d'une loi.

VERONIQUE MAURIS.

(1) La hausse sera de 24 centimes pour le litre de super, de 22 centimes pour l'essence ordinaire, de 13 centimes pour le gazole et de 2 centimes pour le fuel domestique.



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se ruiner à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous.

W.R. Borg, dépt. 175, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84208 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dépt. 175, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84208 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois éternelles du Succès ».

NOM _____ PRENOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
AGE _____ PROFESSION _____
Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

CINQ MILLIONS DE LETTRES EN SOUFFRANCE

La grève du centre de tri postal de Toulouse compromet l'économie régionale

Depuis le 4 mars, la quasi-totalité des huit cents agents du centre de tri postal de Toulouse-Matabiau participe à des débrayages quotidiens organisés par les syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.O. pour protester contre le transfert de ce tri postal à Lardenne, dans la banlieue toulousaine, à partir du 29 mai.

Le temps de trajet pour nous y rendre sera plus long, estiment les employés. Nous aurons 300 francs de frais de transport supplémentaires tous les mois. C'est pourquoi les syndicats demandent une réduction de 39 heures à 38 heures pour le personnel de jour et de 35 heures à 30 heures pour les équipes de nuit.

Après un mois de ce mouvement, quelque cinq millions de lettres à destination de la Haute-Garonne, du Tarn, de l'Ariège et du Gers sont en attente. Certains pli non urgents sont dans les sacs postaux depuis le début du mouvement. Selon la direction régionale des postes, plusieurs catégories de pli bénéficient toutefois d'une priorité effective : ainsi les chèques postaux, les chèques et les lettres recommandées. Mais commandes et règlements de certaines entreprises sont bloqués. D'où les vives réactions de la chambre régionale de commerce et d'industrie. Par le biais du commissaire de la République, elle a demandé aux banquiers des crédits temporaires exceptionnels pour permettre aux entreprises d'honorer leurs échéances et d'assurer la paie. Par mesure de rétorsion, la chambre invite les entreprises à retirer en priorité les fonds dont elles disposent aux chèques postaux.

(Corresp.)

● **Trois attentats à l'explosif en Corse**, dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 avril, ont causé des dégâts matériels. A Vico (Corse-du-Sud), la résidence de M. Claude Philippe, domicilié dans la région parisienne, a été détruite à 80 %. A Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), un atelier de réparation de téléviseurs, appartenant à M. René Gavache, originaire de Nanterre (Haute-Seine), a été partiellement endommagé. Enfin, une charge de plastique reliée à une bouteille de gaz a explosé dans un pressing de Moriani-Plage (Haute-Corse), appartenant à Mme Gisèle Fauti, originaire de l'île. Aucun de ces attentats n'avait été encore revendiqué ce lundi en début d'après-midi.

● **Seveso : fin de recherches en Bade-Wurtemberg**. - Les recherches effectuées dans le land du Bade-Wurtemberg (R.F.A.) pour retrouver les déchets toxiques provenant de Seveso n'ont rien donné et ont été interrompues.

● **Echecs**. - Victor Kortchnov poursuit sa chevauchée fantastique face à Lajos Portisch. A Bad-Kissingen (R.F.A.), il a remporté sa troisième victoire en quatre parties face au grand-maître hongrois et mène 3,5 à 0,5. Dans l'autre quart de finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs, qui se dispute à Velden (Autriche), Smyslov mène 3 à 2 contre Huebner après cinq parties.

LES ETUDIANTS EN MEDICINE GREVISTES MENACENT D'UTILISER DES MOYENS « PLUS GENANTS POUR LE GOUVERNEMENT »

Au terme d'une réunion nationale organisée les 1^{er} et 2^{avril} à Bordeaux, le comité inter-C.H.U. des étudiants en médecine grevistes a affirmé vouloir continuer son action avec des moyens « plus genants pour le gouvernement ».

Selon des informations recueillies par notre correspondant, un nouveau référendum national pourrait être prochainement organisé dans les différents centres hospitaliers universitaires (le *Monde* du 17 mars) sur l'opportunité de poursuivre le mouvement.

Une prochaine réunion est prévue le 5 avril avec des représentants du ministère de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat à la santé. Les étudiants devraient à cette occasion proposer la création d'une commission mixte - groupant parlementaires et étudiants - afin d'étudier l'élaboration d'une loi rectificative. En cas de refus, le comité inter-C.H.U. envisage de mener une nouvelle action d'ampleur nationale.

CHARTERS	ÉTÉ
Val A.R. - séjour hôtel 1/2 pension	4.770 F
Sénégal	1.530 F
Côte-d'Ivoire	6.050 F
Séjour supplémentaire	1.880 F
AIRCOM SETI	
25, rue La Boétie	
75008 PARIS	
Tél. : 268-15-70	

سكننا من الأصل